

LE BOLCHEVIK 4

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Trimestriel

N° 174 – Décembre 2005

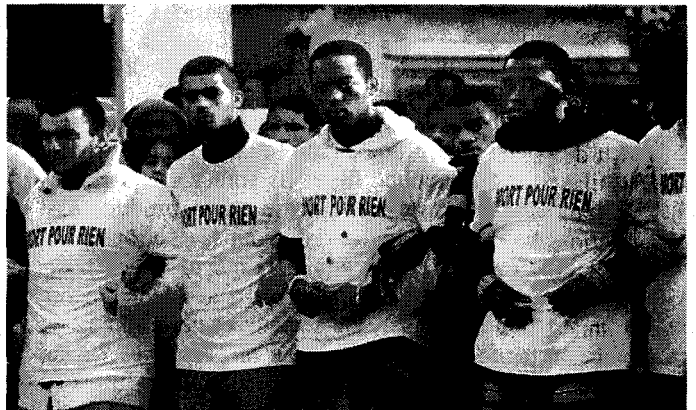
0,80 EUR

PCF : grands discours « antiracistes », avances au PS pro-répression

Le mouvement ouvrier doit défendre les jeunes des banlieues



Michel Spingler/AP



AFP

Occupation policière des banlieues (à gauche, Corbeil-Essonnes, le 7 novembre). A droite, manifestation à Clichy-sous-Bois le 29 octobre, deux jours après la mort de Ziad Benna et Bouna Traoré, morts en essayant d'échapper à une rafle policière.

Non à un nouveau « front populaire » de collaboration de classes maintenant l'ordre capitaliste !

La plus importante révolte de jeunes à ce jour dans les quartiers ouvriers et immigrés de ce pays s'est finalement épuisée mi-novembre. Les flics ont arrêté des milliers de personnes, et les tribunaux fonctionnaient nuit et jour, condamnant jusqu'à présent environ 700 jeunes à des peines de prison ferme. **Libération immédiate de tous les jeunes emprisonnés ! A bas l'état d'urgence raciste !** En plus de l'état d'urgence, le gouvernement capitaliste a annoncé qu'il va mettre en œuvre une série d'autres mesures qui existent

déjà dans la loi « ordinaire », comme la destitution de la nationalité française de citoyens binationaux ; cela vise notamment les Algériens et cela peut paver la voie à des déportations en masse. **A bas les déportations ! Pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici !**

La crise éclaire d'une lumière crue l'oppression et la discrimination racistes visant les jeunes des banlieues qui sont pour la plupart les enfants et les petits-enfants d'immigrants qui sont venus dans ce pays dans les années 1960 et 1970 en provenance de l'ancien empire colonial de la France, surtout d'Afrique du Nord et plus tard d'Afrique de l'Ouest. Et depuis

M 02651 - 174 H - F: 0,80 € - RD



cette époque les gouvernements qui se succèdent, de droite comme de gauche, ont ancré la ségrégation raciste dans la société, condamnant cette population dans son ensemble à des ghettos pourris à la lisière des villes manquant de toutes les prestations élémentaires – une éducation, des services de santé, des transports et des logements décentes.

Toutes les statistiques officielles montrent une différence qualitative entre les conditions sociales des immigrants venant de l'Union européenne (UE), dont le taux de chômage est même plus faible que celui des jeunes Français blancs, et celles des jeunes nés citoyens d'un pays hors de l'UE. Pour ces derniers jeunes qui vivent dans les ghettos (les « zones urbaines sensibles »), le taux de chômage était de 48,4 % à l'époque du dernier recensement en 1999 (c'est-à-dire pratiquement au point haut de la dernière reprise économique). Le dernier « plan » du gouvernement contre le chômage consiste centralement avec le « contrat nouvelle embauche » à rendre ces travailleurs encore plus vulnérables aux licenciements ainsi qu'à couper les allocations de chômage à ceux qui refusent un travail à des heures de distance du logement.

Un jeune Français sur neuf termine l'école sans aucune qualification ni aucun diplôme, mais cette proportion se monte à un sur six pour ceux nés de parents maghrébins, et 28,3 % pour les jeunes immigrants de première génération venant du Maghreb. Et là la réponse du gouvernement est de carrément jeter ces jeunes hors de l'école, ce qui fait de la France le seul pays en Europe, avec la Serbie, où l'école ne sera plus obligatoire jusqu'à au moins 15 ans. La bourgeoisie ne souhaite pas payer pour leur éducation ; ils ont déjà établi que si ces jeunes s'en sortent, pour la majorité ils seront mis au rebut pour rejoindre les rangs de l'armée de réserve des chômeurs.

En termes de logement le gouvernement reconnaît une crise, citant un déficit officiel de 600 000 HLM. Et de plus en plus les personnes à la peau plus foncée se tournent vers le logement social parce que même quand ils peuvent se payer un loyer sur le marché libre, ils sont souvent rejetés par les propriétaires racistes (une chose qui se produit aussi avec les sociétés de logement social, dont les patrons politiques ne s'intéressent pas aux étrangers qui ne votent pas). A quoi la réponse du gouvernement est d'accélérer encore plus la destruction des logements sociaux et de faire au lieu de cela la promotion de l'accession à la propriété. Un tel projet continuera à renforcer la ségrégation raciale – c'est en général ceux dont la peau est assez blanche ou dont le nom est assez « français » qui obtiendront les prêts bancaires nécessaires.

Une mesure plus contradictoire que met en place le gou-

vernement en réponse à la révolte des jeunes est de réinstaurer une partie des subventions qu'ils avaient coupées pour le travail social dans les ghettos. Les gaullistes et les sociaux-démocrates ont jeté depuis des années quelques miettes aux associations et même aux imams, qui en échange sont censés repayer leur mécène en agissant comme « pompiers sociaux » – calmer les jeunes et les amener à protester, s'il le faut, de façon pacifique dans les urnes, ou prier pour le réconfort dans un autre monde au lieu de celui-ci. Certaines associations, comme Ni putes ni soumises, malgré leur nom, se plient à ce jeu – se drapant des couleurs tricolores, saluant les valeurs républicaines contre les femmes voilées et demandant plus d'intervention policière dans les ghettos.

Comme nous l'écrivions dans un article publié dans *Spartacist* (édition française n° 35, printemps 2003) :

« En fonction de ses besoins économiques, l'impérialisme importe dans le prolétariat, au plus bas de l'échelle, de nouvelles sources de main-d'œuvre bon marché, essentiellement des immigrés venant des régions du monde les plus pauvres et dont on considère qu'on peut plus facilement se débarrasser en période de récession économique. »

Et nous écrivions qu'aujourd'hui :

« Les enfants de ceux qui ont créé la richesse de la France dans l'après-guerre n'ont plus la possibilité de trouver des emplois comme leurs pères, qui étaient pourtant la main-d'œuvre la plus exploitée et la moins payée. Les usines où les pères immigrés travaillaient sont maintenant fermées ou licencient. Les jeunes issus de l'immigration sont traités comme une population superflue dont la bourgeoisie n'a plus besoin. La bourgeoisie n'a plus la possibilité de faire des gros profits avec l'exploitation économique de ces jeunes et n'est donc pas motivée pour investir de l'argent dans les écoles et dans les banlieues populaires. La seule "industrie" en expansion, c'est la police et les prisons. »

Pour des mobilisations ouvrières contre la terreur raciste !

Il est dans l'intérêt de tout le mouvement ouvrier de s'opposer de toutes ses forces à la discrimination et aux attaques contre les jeunes des ghettos, et de lutter pour la libération immédiate de ceux qui sont encore emprisonnés. Ces attaques visent directement toute une partie de la classe ouvrière, pour l'essentiel les travailleurs originaires d'Afrique du Nord et de l'Ouest et leurs enfants, qui malgré la désindustrialisation massive du pays sont toujours présents au cœur de l'industrie française, surtout dans des postes non qualifiés. L'oppression raciste et la stigmatisation des jeunes des banlieues par la bourgeoisie visent à diviser la classe ouvrière et à l'affaiblir dans son ensemble, à un moment où le gouvernement redouble les attaques et les mesures de répression contre le prolétariat en général. Une attaque contre un est une attaque contre tous !

En l'espace d'à peine un mois, entre fin septembre et début novembre, de Villepin a eu recours au GIGN contre les marins de la SNCM, au plan raciste « antiterroriste » de Vigipirate pour casser une grève de bagagistes à Roissy, à une injonction anti-grève du tribunal de Marseille contre la grève des tramways, et à l'état d'urgence. Le gouvernement a ensuite prolongé l'état d'urgence de trois mois même si la révolte des jeunes avait été brisée, en partie parce qu'il voulait disposer de l'éventail de mesures répressives le plus large possible à la veille d'une grève reconductible à la SNCF (finalement il a pu compter sur les bureaucrates de la CGT et de SUD pour désamorcer la grève eux-mêmes).

Suite page 10

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Hermínio Sanchez Réalisation : Guillaume José
 Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier
 Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269
 Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0708 I 83528. Distribué par les NMPP
 Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Notre camarade Elizabeth King Robertson est décédée chez elle le 12 octobre après une bataille de six ans contre le cancer. Durant les 30 ans et plus qu'elle a vécus comme révolutionnaire professionnelle, Lizzy a été une excellente organisatrice, propagandiste et rédactrice. En tant que patiente guide et inspiratrice pour les camarades plus jeunes, Lizzy apportait un lien vital dans la lutte pour préserver notre héritage révolutionnaire qui remonte à l'Internationale communiste de Lénine et Trotsky. Au moment de sa mort, elle était membre à part entière du comité central de la Spartacist League (SL) et du comité exécutif international (CEI) de la Ligue communiste internationale (LCI). Sa perte est inestimable tant pour notre parti à l'échelle internationale que pour sa famille - Jim Robertson, Martha et les enfants de Martha : Rachel, Sarah et Kenneth - ainsi que pour son père Henry et sa mère Mary King et le reste de la famille King.

Lizzy a grandi dans une famille nombreuse à New York. Après le décès de sa mère Barbara, son père Henry King, un avocat d'affaires ayant réussi, s'est remarié. Mary King a élevé Lizzy comme sa propre fille et pour Lizzy, elle était devenue « maman ». Lizzy avait été élève à Brearley, une école privée pour filles à New York. Elle a toujours tenu en haute estime l'éducation qu'elle y avait reçue et beaucoup des amitiés qu'elle avait nouées à Brearley ont duré jusqu'à la fin de sa vie. Une fois adolescente, elle a été envoyée à Miss Porter's, un lycée privé pour jeunes filles de vieille fortune. L'antisémitisme et l'arrogance de classe dont elle a fait directement l'expérience là-bas ont joué un rôle dans le fait qu'elle devienne une combattante passionnée contre le racisme et l'inégalité.

Lizzy a rencontré pour la première fois la Spartacist League au début des années 1970 alors qu'elle était étudiante à l'université de Boston. Sous l'impact de la guerre du Vietnam, l'université de Boston était devenue un vivier pour le radicalisme de la Nouvelle Gauche. Lizzy était active dans le comité d'organisation des locataires de Cambridge, un groupe qui tentait de défendre les familles ouvrières contre l'expulsion de leurs maisons provoquée par l'extension de l'université. Elle a été recrutée au trotskysme en adhérant à la Revolutionary Communist Youth, le groupe de jeunesse de la SL en 1973. Pour beaucoup d'étudiants, la rencontre avec l'activisme radical ne fut qu'un épisode de jeunes rebelles sur le chemin qui les menait à une carrière confortable. Mais le recrutement de Lizzy au combat pour la révolution socialiste internationale était pour de bon.

Lizzy fut acceptée comme membre du parti en juillet 1974. A ce moment-là, elle avait déménagé à Detroit où la SL s'efforçait d'intervenir dans le prolétariat largement noir de l'automobile. Elle impressionnait les camarades en tant qu'organisatrice de la jeunesse ainsi que par sa participation

Elizabeth King Robertson



Famille Robertson



1951-2005

aux débats vivants qui animaient le parti alors qu'il commençait à amasser plus d'expérience dans le travail syndical. Là, elle a aussi commencé un difficile apprentissage pour devenir sténographe juridique professionnelle, une profession qu'elle allait exercer activement jusqu'à ce que le cancer l'en empêche.

Vers 1976 elle déménageait à New York afin de prendre part à la direction nationale de l'organisation de jeunesse (devenue la Spartacus Youth League - SYL). Lizzy a été élue au bureau national de la SYL en juillet 1976 et a été membre du comité de rédaction du mensuel *Young Spartacus* d'octobre 1976 à septembre 1978. Elle a assumé pendant des années la responsabilité de secrétaire nationale à l'organisation de la SYL. L'expérience de Lizzy en tant qu'organisatrice et dirigeante de la jeunesse lui a été cruciale pour comprendre l'importance

d'une organisation de jeunesse dans la formation des cadres du parti.

En août 1978, elle a démissionné de ses responsabilités dans l'organisation de la jeunesse afin d'assumer la responsabilité de secrétaire du bureau politique. Lizzy s'est non seulement acquittée de la tâche exigeante de produire des procès-verbaux réguliers et fidèles pendant toutes ses années à New York, mais elle a transformé le travail de secrétaire du bureau politique en centre névralgique pour organiser les discussions politiques. Son étroite association personnelle avec le président national de la SL James Robertson date de cette période, et elle est demeurée sa compagne affectionnée et sa collaboratrice la plus proche dans le parti jusqu'à sa mort. Après avoir été au comité central du parti en tant que représentante de la SYL, Lizzy était cooptée comme membre à part entière du CC en 1979 et élue membre titulaire à la conférence nationale d'août 1983. Elle s'est aussi chargée de l'indexation thématique des volumes reliés de notre presse qui constituent les archives qui documentent notre ligne politique et notre travail. Lizzy a déménagé dans la baie de San Francisco au début des années 1990. Elle a sans relâche guidé la direction locale et a été secrétaire du groupe de la côte ouest du CC et avait continuellement des responsabilités vis-à-vis de notre local de Los Angeles.

Le point fort de Lizzy était de prendre à bras-le-corps l'intersection entre les principes politiques et la réalité sociale concrète, en suggérant des tactiques et des mots d'ordre pour exprimer notre programme. Elle suivait de près le travail de nos partisans dans les syndicats, et ses conseils étaient hautement appréciés par ceux qui étaient impliqués dans ce type de travail. Elle a longtemps été membre du comité exécutif du local de la baie de San Francisco et s'est battue pour y rester malgré ses nombreuses autres responsabilités, car elle comprenait trop bien que, pour que des décisions politiques deviennent réalité, cela veut dire choisir

quotidiennement « quoi trahir » afin de se concentrer sur les choses les plus importantes, cela veut dire trouver les bons camarades pour les tâches concrètes et les préparer politiquement pour qu'ils accomplissent ces tâches.

Lizzy était une organisatrice politique léniniste hors pair. Après une réunion du parti, elle était inévitablement impliquée pour trouver les moyens pour que les priorités politiques qui venaient juste d'être établies s'appliquent dans les faits en réaffectant les camarades ou leurs tâches. Elle avait une profonde compréhension de comment notre fonctionnement organisationnel correspond à notre objectif révolutionnaire. Pendant des décennies, Lizzy a été parmi les quelques camarades qui ont pris l'initiative de formuler, affiner et codifier nos normes et pratiques internes au fur et à mesure que notre parti rencontrait de nouvelles situations ou que des problèmes étaient détectés dans les statuts existants.

A la Troisième Conférence internationale de la LCI en 1998, elle a donné une présentation sur les « Origines et évolution des pratiques organisationnelles léninistes » publiée dans le n° 32 de l'édition française de *Spartacist* (printemps 1998) ainsi que sur la révision de nos « Statuts et directives organisationnelles ». La présentation de Lizzy a éduqué tant les jeunes camarades que les cadres expérimentés en fournissant les origines historiques, en commençant par les premières organisations marxistes fondées par Karl Marx lui-même, afin de permettre aux délégués de la conférence d'étudier les statuts. Dans sa présentation, elle expliquait : « Des statuts vivants sont, parmi peut-être une demi-douzaine, un des éléments qui caractérisent une organisation. Dans ce sens-là, ils sont politiques. Mais ils ne sont pas déterminants. Un ensemble correct de règles organisationnelles n'est pas une garantie contre les déviations politiques, même si quand on s'écarte de nos normes organisationnelles, c'est généralement le signe qu'il y a des problèmes politiques. En l'absence de pratiques bolchéviques, l'organisation est nécessairement amorphe, c'est-à-dire menchévique. »

Lizzy haussait rarement le ton, mais c'était une oratrice puissante dans les réunions du parti. Son jugement précis et sa franchise donnaient à sa voix une autorité unique en son genre dans les délibérations du parti au cours desquelles celui-ci sélectionne une direction. De nombreuses fois elle a été choisie pour présider la commission des nominations chargée de recommander une liste de candidats à la conférence du parti, qui élit les instances dirigeantes (le CC dans la SL ou le CEI dans la LCI). Lizzy était lucide pour voir les faiblesses ainsi que les forces des camarades, y compris de ses plus proches amis, et elle était réputée pour être équitable. Cette capacité est cruciale dans un parti léniniste qui a pour but de construire une direction comme un collectif qui soit plus fort que la somme des individus le composant.

Lizzy était aussi sa propre critique la plus sévère. Bien que souffrant terriblement, elle a été l'auteur d'un document le 7 octobre qui traitait de son rôle dans une bataille politique dans le local de Los Angeles qui avait été émaillée de caractérisations extrêmes à l'égard de camarades et de pratiques bureaucratiques. Son but n'était pas un *mea culpa* mais une déclaration de préoccupation consciencieuse pour la clarté, pour tirer les leçons politiques nécessaires afin de renforcer le parti.

Depuis le début de l'année 1979, Lizzy était un des principaux soutiens du comité de rédaction de *Women and Revolution* (W&R), la revue de la Commission du CC de la SL pour le travail parmi les femmes. Lizzy a été l'auteur ou coauteur de quelques articles de W&R sur des sujets les plus sensibles, prenant la défense de la sexualité humaine et

dénonçant la cruauté barbare de l'Etat bourgeois qui détruit la vie de gens dont le seul « crime » est que leurs inclinations et besoins sexuels sont différents de l'hypocrite moralité bourgeoise et ses carcans répressifs basés sur la religion. Elle a écrit des articles sur l'épidémie du sida, le crime de l'excision, des scandales fabriqués de toutes pièces à propos de l'« abus d'enfants » dans les centres pour les enfants et les jeunes, l'inceste et l'hystérie autour de ce qu'on appelle le « date rape » (qui assimile des expériences sexuelles désagréables au viol). Quand la publication de W&R a été interrompue après le numéro du printemps 1996, Lizzy a continué à contribuer aux articles publiés sous le logo « Femmes et révolution » dans les pages de la presse des sections nationales de la LCI, y compris *Workers Vanguard* et *Spartacist*. Au cours des dernières semaines de sa vie, Lizzy était fortement impliquée dans la mise au point d'un article pour le prochain numéro de *Spartacist* qui revient sur les débats et les discussions qui ont eu lieu dans le Parti bolchévique autour de l'émancipation des femmes après la Révolution russe.

La destruction finale de la révolution d'Octobre en 1991-1992 a été une défaite historique pour les ouvriers du monde entier, inaugurant une période difficile pour les révolutionnaires. Nos difficultés à comprendre et maîtriser la nouvelle période se sont exprimées par une désorientation politique et des difficultés internes correspondantes (voir « La 12^e Conférence de la Spartacist League – Un regard critique sur le récent travail du parti et ses tâches actuelles », *Workers Vanguard* n° 841, 4 février). Personne n'était immunisé contre ces problèmes, mais la camarade Lizzy a joué un rôle positif pour tenter de faire sortir le parti de cette ornière. A plusieurs reprises au cours des cinq ou six dernières années, nos bulletins internes ont fait une large place à un document de Lizzy, soumis tôt dans la discussion, souvent pas plus d'une page, qui était devenu une pierre de touche pour d'autres contributions. Souvent son document partait d'une question concrète, en apparence tactique à propos d'une intervention particulière prévue quelque part, pour aller logiquement jusqu'à mettre en lumière des questions de principe et programmatiques.

Une fois que le cancer de Lizzy a été diagnostiqué, elle a été opérée et a suivi une chimiothérapie et, finalement, un traitement par radiations. Son père s'est assuré qu'elle obtiendrait des soins de haute qualité, qui se sont en fin de compte avérés inefficaces. Elle a continué à faire des ventes tous les quinze jours et autres activités politiques publiques. En avril 2003, elle a été blessée par un « projectile non mortel » tiré par un flic au cours de l'attaque policière brutale contre les manifestants antiguerre, dockers et travailleurs du port à Oakland.

Ses camarades, sa famille et ses amis vont regretter Lizzy et sa présence dans nos vies aussi longtemps que nous serons conscients. Elle nous manquera pour son esprit pointu, son sens de l'humour, son caractère chaleureux et sa compassion. Nous nous souviendrons toujours de sa beauté et de son courage. Même au milieu de notre chagrin, nous célébrons sa vie et nous trouvons du réconfort à savoir qu'elle a vécu comme elle l'avait choisi et n'a jamais vacillé dans sa conviction que se battre pour l'émancipation de tous les exploités et les opprimés était pour elle la juste façon de vivre. Pour nous, elle a été un lien très fort dans la chaîne de la continuité qui remonte jusqu'à Marx et Engels, Lénine et Trotsky, et Cannon. Nous prenons la résolution d'honorer Lizzy, notre camarade bien-aimée, en poursuivant sa lutte.

– Traduit de *Workers Vanguard* n°857, 28 octobre



Spartakist



Spartacist

A gauche, la banderole de la LCI à la manifestation de janvier 1990 à Berlin-Treptow : « A bas l'OTAN ! Défense de l'Union soviétique ! » Tract pour les élections de mars 1990 : « Non à la réunification capitaliste ! » A droite, le drapeau de la LCI à l'anniversaire de la révolution en novembre 1991 à Moscou, et le tract que nous avons alors distribué : « Ouvriers soviétiques – repoussez la contre-révolution d'Eltsine-Bush ! »



De Berlin à Moscou Le combat de la LCI contre la contre-révolution capitaliste

Nous reproduisons ci-dessous la traduction d'une présentation, revue et corrigée pour publication, de la camarade Jane Clancy dans le cadre d'une journée de formation organisée par la Spartacist League/Britain le 21 mai 2005. Cet article a été publié pour la première fois en anglais dans le n° 191 (été 2005) de Workers Hammer, le journal de la SL/B, section britannique de la Ligue communiste internationale.

WORKERS HAMMER

1989 a été une sacrée année. Les événements qui ont éclaté à ce moment-là ont au bout du compte modifié fondamentalement tout le paysage politique mondial. Je vais vous donner quelques instantanés de ce qui s'est passé. En février, les derniers soldats de l'Armée rouge étaient retirés d'Afghanistan. Ces soldats combattaient une cabale réactionnaire d'intégristes islamiques, de chefs tribaux et de propriétaires fonciers déterminés à perpétuer l'esclavage des femmes et à éliminer le moindre soupçon de progrès social, et qui étaient armés et financés à coups de milliards de dollars par l'impérialisme US. Ce retrait n'a pas été décidé parce que les troupes soviétiques étaient en train de perdre ; ce n'était pas un « Vietnam des Russes », comme on l'a présenté à l'époque. Au contraire, le retrait des troupes faisait partie des efforts du Kremlin pour tenter d'amadouer les impérialistes.

Pour de nouvelles révolutions d'Octobre !

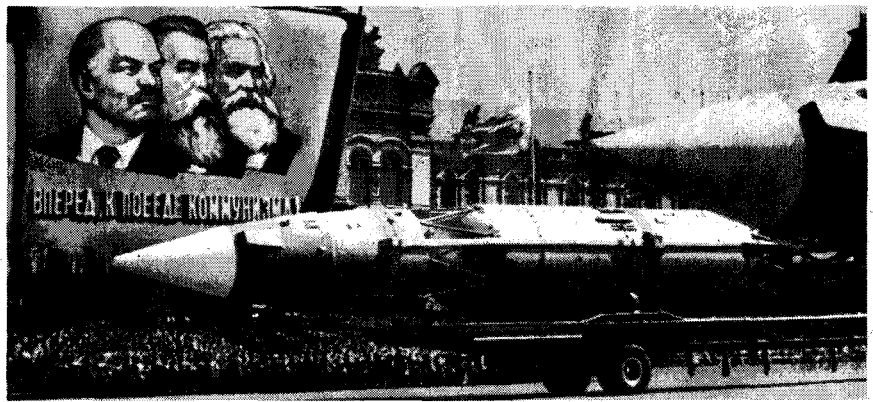
En mai, des centaines de milliers d'étudiants et d'ouvriers se rassemblaient sur la place Tiananmen, à Pékin. Chantant l'hymne des ouvriers révolutionnaires, l'*Internationale*, ils étaient descendus dans la rue contre la corruption des bureaucrates staliniens chinois et les ravages provoqués par l'introduction par ces mêmes bureaucrates de « réformes de marché ». En juin, les contre-révolutionnaires de Solidarność – le seul « syndicat » que Margaret Thatcher et Ronald Reagan aient jamais soutenu – remportaient avec une majorité écrasante les élections en Pologne. Ce même mois, le numéro un chinois Deng Xiaoping noyait dans le sang le début de révolution politique sur la place Tiananmen. En juillet, l'Union soviétique était ébranlée par la première grève nationale des mineurs de son histoire. Poussés à l'action par l'impact des réformes de marché sur leur emploi et leur niveau de vie, les mineurs créaient rapidement des formes organisationnelles de pouvoir prolétarien : comités de grève et milices ouvrières.

En octobre, coïncidant avec la célébration officielle du 40^e anniversaire de l'Etat ouvrier déformé est-allemand, la RDA, ce pays était secoué par des manifestations de plus en

plus massives contre le régime stalinien d'Erich Honecker. Le 4 novembre avait lieu la plus grande manifestation de toute l'histoire du pays, avec un demi-million de personnes rassemblées à Berlin-Est sous des banderoles où l'on pouvait lire : « Pour les idéaux communistes – non aux privilèges ! » « Pour une république soviétique allemande – construisons des soviets ! » Le 9 novembre, le mur de Berlin était ouvert.

Les autres orateurs de la journée de formation d'aujourd'hui parleront de l'intervention de notre tendance internationale – la Ligue communiste internationale – dans ces événements historiques. Nous nous sommes battus pour vaincre les forces de la contre-révolution capitaliste, et pour défendre les acquis de la classe ouvrière et des opprimés du monde entier qui étaient incarnés dans l'industrie collectivisée et l'économie planifiée de ces pays, aussi déformés qu'ils aient pu l'être par la mauvaise gestion bureaucratique stalinienne. Nous nous sommes battus pour une révolution politique prolétarienne pour chasser les traîtres staliniens, dont le carcan bureaucratique sur la vie économique, politique et culturelle, ainsi que les trahisons des luttes internationales au nom de la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme ont sapé ces Etats ouvriers, et ont finalement pavé la voie à leur destruction. Nous nous sommes battus pour le programme révolutionnaire internationaliste qui animait le Parti bolchévique de Lénine et Trotsky qui, en octobre 1917, a dirigé la première, et jusqu'ici l'unique révolution ouvrière victorieuse de l'histoire. Nous n'avons pas gagné, mais nous nous sommes battus !

Et en 1990, les forces de la contre-révolution capitaliste déferlaient sur l'Europe de l'Est. En 1991-1992, ces forces allaient dévorer l'Union soviétique, la patrie de la Révolution russe. Le monde où nous vivons aujourd'hui est le produit de cette défaite historique pour les travailleurs et les opprimés de tous les pays, et dont l'impérialisme US a émergé comme « seule superpuissance » sans rivale dans le monde. On voit fréquemment, ces jours-ci, des groupes comme le Socialist Workers Party (SWP) [les partisans britanniques de feu Tony Cliff et dont les partisans français sont actuellement enfouis dans la LCR de Besancenot/Krivine] et d'autres soi-disant organisations de gauche vilipender les cow-boys nucléaires cinglés de la Maison Blanche en les traitant de « plus grands terroristes du monde ». C'est bien vrai. Mais ces socialistes autoproclamés, qui ont applaudi les forces de la contre-révolution en Europe de l'Est et en Union soviétique, ont apporté leur modeste contribution à ce résultat. Et maintenant, vers qui se tournent-ils ? Vers les bourgeoisies impérialistes européennes ! A la veille du massacre unilatéral en Irak [en 2002], ils ont appelé les chefs d'Etat européens à « donner une chance à la paix » et à arrêter la main de l'impérialisme US. Ils réclament maintenant une « Europe sociale » comme contrepoids à l'impérialisme US. Les bourgeoisies européennes veulent effectivement un contrepoids. Elles sont déterminées à accroître leur compétitivité, économique et militaire, contre les Etats-Unis. Pour ce faire, elles écorchent vifs la classe ouvrière et les opprimés, en massacrant ce qui reste du soi-disant Etat-providence. Les réformes désignées sous le vocable générique d'Etat-providence avaient elles-mêmes été introduites pour tenter d'amadouer un prolétariat combatif et politique-



Défilé militaire à Moscou. La parité nucléaire de l'URSS avec les Etats-Unis contribuait à retenir la main de l'impérialisme.

PBS

ment conscient, et pour écarter le « spectre du communisme », à une époque où l'autorité de l'Union soviétique était renforcée par la défaite qu'elle avait infligée aux nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Maintenant vous avez cette campagne pour « faire que la pauvreté appartienne au passé », qui en appelle à rien moins qu'au G8 pour venir en aide aux masses frappées par la misère dans ce qu'on appelle le tiers-monde. Le caractère éminemment frauduleux de toute l'affaire est révélé par le fait que même Gordon Brown [le ministre des Finances du gouvernement travailliste] appelait les gens à participer à la manifestation à Edimbourg, en juillet dernier, au moment du sommet du G8 à Gleneagles. Le SWP pense que c'est formidable, tant que Brown met ses actes en conformité avec ses paroles, et c'est exactement ce qu'il a l'intention de faire. Sa tournée africaine, au début de cette année, a montré clairement que « faire en sorte que la pauvreté appartienne au passé » est simplement une couverture cynique pour l'accroissement de la « liberté du commerce » – autrement dit l'accroissement du pillage et de l'exploitation de l'Afrique subsaharienne. En déclarant qu'il était temps d'arrêter de présenter des excuses pour l'empire britannique – je n'ai pas remarqué que tant de gens que ça présentent des excuses pour les crimes de l'empire –, Brown l'a qualifié d'« ouvert, dirigé vers l'extérieur et international ». Je crois que c'est au Kenya qu'il a fait cette déclaration ! Pas besoin de regarder plus loin que les charniers des dizaines de milliers de personnes tuées par les forces britanniques pendant la révolte des Mau-Mau dans les années 1950 pour apprécier ce qu'est le sanglant et brutal héritage colonial britannique.

Quand l'Union soviétique existait, les ex-colonies formellement indépendantes avaient au moins une marge de manœuvre entre les Soviétiques d'un côté et les impérialistes de l'autre. Ce n'est plus le cas. Maintenant les impérialistes pensent que tout leur est permis. En plus des dévastations totales et des guerres fratricides qui ont éclaté au lendemain de la contre-révolution en Europe de l'Est et en Union soviétique, les exactions impérialistes et la répression militaire toujours plus terribles qui s'exercent de l'Afrique à l'Asie en passant par l'Amérique centrale ont contraint des milliers et des milliers de personnes à partir de chez eux à la recherche d'une vie meilleure pour eux et leurs familles (souvent juste pour rester en vie) dans les pays capitalistes avancés. Ils y sont confrontés à un déchaînement de réaction raciste et

Suite page 15

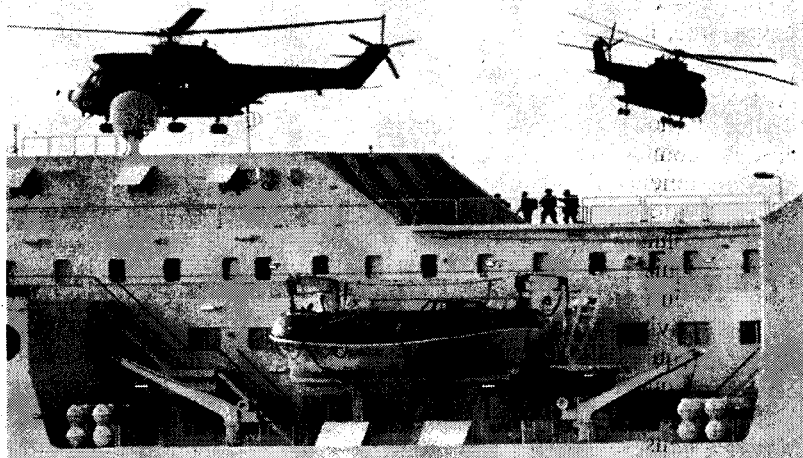
La grève de la SNCM trahie par les bureaucrates syndicaux

Après plus de trois semaines de grève contre la privatisation lancée par le gouvernement, les marins de la Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM, basée à Marseille) ont repris le travail le 14 octobre. Le facteur crucial dans la défaite de la grève a été la trahison des bureaucrates syndicaux, qui ont fini par imposer aux travailleurs un vote à bulletin secret, selon les termes de l'ultimatum du gouvernement. L'alternative était « oui à la reprise du travail pour dire non au dépôt de bilan » ou « non à la reprise du travail pour dire oui au dépôt de bilan » (*le Monde*, 14 octobre) ! Et ensuite les bureaucrates syndicaux ont félicité les travailleurs pour s'être montrés « responsables » (voir *l'Humanité*, 14 octobre).

La déroute du gouvernement Chirac et de la majorité du PS lors du référendum sur la « Constitution européenne » quatre mois plus tôt avait représenté une véritable ouverture pour la lutte des classes : Chirac, terriblement affaibli, était obligé de virer le Premier ministre Raffarin, et la classe ouvrière avait le sentiment d'avoir pour une fois remporté un succès. Mais une fois venue la rentrée les bureaucrates syndicaux et les organisations réformistes (PS, PCF, etc.) ont offert au nouveau Premier ministre de Villepin sa première victoire dans un bras de fer avec la classe ouvrière lors de la grève des marins de la SNCM. Dans la foulée la dernière main était mise à la privatisation d'EDF.

Les dockers et la bureaucratie syndicale

Pour casser la grève de la SNCM les bureaucrates syndicaux ont d'abord isolé la cause des dockers du port de celle des marins. Pourtant les dockers étaient partis en grève en solidarité avec les travailleurs de la SNCM. Cette grève a



28 septembre : prise d'assaut par le GIGN du *Pascal Paoli* occupé par les grévistes du STC

bloqué pendant 14 jours le port de Marseille, le premier port du pays et un des premiers d'Europe. Début octobre également les tramontans de la ville rejoignaient dans la grève les marins et les dockers. Leur action commune montrait toute la puissance sociale de la classe ouvrière quand elle est unie dans la lutte ; loin d'avoir « disparu » comme on nous le prétend souvent, la classe ouvrière continue à être la force qui fait tourner la société – produire les richesses et surtout les profits des capitalistes. Elle seule a l'intérêt historique et la puissance pour renverser tout ce système pourri et prendre le pouvoir en son propre nom.

Les dockers ont fait face à d'incessantes attaques des flics contre leurs piquets de grève, ce qui n'a que renforcé leur détermination. Mais quand les capitalistes ont averti que si la grève ne cessait pas immédiatement les emplois allaient passer au port d'Anvers ou de Hambourg, les bureaucrates se sont fait l'écho de leurs maîtres capitalistes. Un bureaucrate se déclarait « très inquiet de la situation dans laquelle pourrait se retrouver le port si nous devions continuer le mouvement » (*le Figaro*, 10 octobre). Au mois d'octobre aussi il y a eu en Belgique deux journées de grève générale très suivies. Pourtant rien n'est plus étranger aux bureaucrates chauvins que de faire appel à la solidarité de travailleurs au niveau international, alors que ces travailleurs sont soumis au même type d'attaques. Donc, précisément au moment où la grève commençait à faire mal aux capitalistes les bureaucrates capitulaient en rase campagne. Le lendemain même de la reprise du travail pour les dockers, les bureaucrates syndicaux de la SNCM annonçaient le vote à bulletin secret du 13 octobre pour la reprise du travail.



100 000 personnes à Marseille le 4 octobre, avec les marins et dockers grévistes en tête

La bureaucratie syndicale repose sur une

couche d'ouvriers privilégiés, auxquels les capitalistes jettent quelques miettes pour les acheter. De là vient sa conception que les travailleurs auraient des intérêts communs avec « leurs » capitalistes, et que si le capitalisme marche bien (c'est-à-dire extrait des profits suffisamment élevés du travail des ouvriers) ils pourront continuer à jouir de ces miettes et peut-être en obtenir quelques-unes de plus. Ils professent qu'il n'y a pas d'autre type de société possible que le capitalisme, et donc disent aux travailleurs qu'il est de leur intérêt de maintenir à flot les entreprises françaises qui font des profits. Sur cette base les bureaucrates prennent fait et cause pour leurs propres capitalistes face à leurs concurrents étrangers. Ils collaborent avec eux et aident à faire passer auprès des travailleurs les concessions nécessaires pour restaurer un taux de profit qui permette aux capitalistes français de tenir le coup face à la concurrence. Ce sont les « lieutenants ouvriers du capital » : des agents du capital à l'intérieur même du mouvement ouvrier.

LO, LCR à la rescousse des bureaucrates

Nos opposants pseudo-trotskyistes, Lutte ouvrière (LO) et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ont beaucoup écrit sur la grève de la SNCM. Ils ont aussi critiqué les bureaucrates syndicaux – mais pour l'essentiel après la trahison de la grève. Au plus fort de la grève, le 3 octobre, le PCF avait appelé à un rassemblement de soutien à Marseille devant le QG des grévistes. Nos camarades étaient là aussi en solidarité avec les marins et dockers en grève, mais en même temps ils révélaient et critiquaient les magouilles des bureaucrates et des partis réformistes à la tribune ce soir-là, des manœuvres qui menaçaient les luttes mêmes en cours, et plus largement les intérêts de la classe ouvrière en général. Contrairement à LO ou la LCR nous avons soulevé la question que les travailleurs en grève du syndicat nationaliste corse STC n'étaient pas présents avec la CGT à la tribune, ni même visibles au rassemblement lui-même. Il y a une raison pour laquelle le *Figaro* et autres journaux bourgeois faisaient leurs titres de première page sur les nationalistes corses qui soi-disant « prenaient en otage » la grève de la SNCM, précisément pour enfoncer un coin entre les travailleurs français et corses à ce moment crucial de la bataille. Notre tract reproduit ci-après s'oppose à de telles tactiques de diviser pour régner et à ce poison chauvin.

Lors du rassemblement un bureaucrate de la CGT-dockers a insisté que la grève des dockers n'avait rien à voir avec celle des marins et se faisait sur des revendications totalement séparées. Il jetait ainsi les bases pour lâcher les marins de la SNCM dès que se présenterait l'occasion d'un deal séparé avec la direction du port. Ni Arlette Laguiller de LO, ni Olivier Besancenot de la LCR, ni personne d'autre à la tribune n'avait rien à redire contre cette attaque. A ce meeting prenaient part également plusieurs dirigeants du PS, y compris de la majorité de François Hollande ainsi que Jean-Luc Mélenchon. Il y avait aussi Jean-Luc Benhamias, représentant des Verts, un parti bourgeois. En un mot le PCF avait avec la LCR aligné à la tribune les éléments de la nouvelle alliance de « front populaire » qu'ils présentent comme « alternative » pour 2007, et contre laquelle nous mettons en garde constamment, y compris dans notre tract ci-après. En fait pour le PC et la LCR l'objectif central de ce rassemblement était de répandre le mensonge qu'une telle alliance comprenant le Parti socialiste particulièrement discrédité ainsi que certains petits partis bourgeois comme les républicains de Chevènement – serait quelque

chose de différent la prochaine fois au gouvernement et qu'on pourrait la faire agir dans l'intérêt de la classe ouvrière.

Encore en juillet Lutte ouvrière écrivait officiellement à la LCR (voir *Lutte de classe*, septembre) pour refuser de partager une tribune de discussion avec les Buffet et Mélenchon ; LO affirmait : « Discuter avec ces gens-là contribue à faire croire qu'ils sont porteurs d'un quelconque "anticapitalisme", ce qui revient à tromper l'électorat de gauche et, en particulier, les travailleurs et les salariés que cela peut détourner des luttes. » Cela revenait certainement à « tromper » la classe ouvrière quand à Marseille le 3 octobre LO prenait part au meeting avec « ces gens-là », Mélenchon et Buffet, deux ex-ministres de Jospin, ainsi que l'aile Hollande du PS et la bureaucratie syndicale – **sans prononcer le moindre mot critique de leurs ambitions front-populistes.**

L'explication de LO se retrouve dans leur petit autocollant « L'unité oui, mais dans la lutte ». Mais c'est précisément dans la lutte qu'une direction lutte de classe cherche à faire le tri devant les travailleurs entre leurs amis et leurs ennemis, et cela exige un **combat politique** avec la bureaucratie syndicale et les réformistes qui étaient à cette tribune. Cela veut dire un combat contre leurs tactiques et leur politique de collaboration de classes, leur chauvinisme et leur fréquente indifférence à l'oppression raciste. Cela veut dire de mettre en avant une alternative basée sur la mobilisation **indépendante** de la classe ouvrière, en démasquant et expliquant les trahisons des directions actuelles et en montrant que la seule perspective pour gagner est de lutter pour renverser le système capitaliste. Sinon l'appel à l'« unité de la classe ouvrière, oui, mais dans la lutte » ne revient à rien d'autre qu'un alibi pour l'« unité » politique avec les ennemis et les traîtres à la classe ouvrière et aux opprimés.

Lutte ouvrière, qui est implantée dans les échelons inférieurs de la direction syndicale, n'a rien à voir avec une perspective révolutionnaire. Ils rappellent les « économistes » que critiquait Lénine il y a cent ans, c'est-à-dire des dirigeants ouvriers qui se limitaient à la lutte économique pour défendre les conditions de travail et les emplois sous le capitalisme. Lénine écrivait que l'organisation révolutionnaire « a toujours compris et comprend dans son activité la lutte pour

Pour contacter la Ligue trotskyste :

Paris

Le Bolchévik

BP 135 -10

75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik

BP 240

76003 Rouen Cedex 1

Tél : 02 35 73 74 47

E-mail : ltf@webmails.com

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Spartacist Canada Publishing Association

C.P. 6867, succursale A, Toronto,

Ontario M5W 1X6, Canada

tél. : (416) 593-4138 e-mail : spartcan@on.aibn.com

les réformes. Mais [...] elle subordonne la lutte pour les réformes, comme la partie au tout, à la lutte révolutionnaire pour la liberté et le socialisme » (*Que faire ?*) Il est absolument essentiel de lutter pour défendre les acquis existants, mais les révolutionnaires doivent aussi chercher à utiliser toute lutte de classe pour montrer comment le système capitaliste lui-même est enraciné dans l'exploitation économique des travailleurs par les capitalistes et qu'il ne donnera jamais un niveau de vie décent pour tous. Lénine argumentait que chaque mouvement gréviste doit être utilisé pour **préparer activement** les travailleurs à cette compréhension et finalement à une révolution socialiste.

A l'inverse LO appelle simplement à faire preuve de plus de combativité et plus fréquemment, jusqu'à ce que le gouvernement soi-disant recule. Mais le problème n'est pas le manque de combativité des travailleurs : les marins, dockers, cheminots et tramainots de Marseille l'ont plus qu'amplement prouvé cet automne. Ce qu'il leur manque, c'est une direction lutte de classe et un programme révolutionnaire, partant des besoins et du niveau de conscience actuels des travailleurs pour indiquer la voie vers le renversement révolutionnaire de tout le système capitaliste.

Cela exige de construire un parti qui montre à chaque étape les obstacles politiques à surmonter dans la lutte et sur la voie d'une prise de conscience révolutionnaire, que ce soit la terreur raciste et Vigipirate, ou le besoin d'une explication matérialiste et historique de la vague de défaites que subit la classe ouvrière depuis la chute de l'URSS. Les ouvriers doivent comprendre ces leçons pour pouvoir s'armer du programme de la révolution socialiste. Nous luttons pour reformer la Quatrième Internationale de Trotsky, dans une lutte intransigeante contre tous les charlatans qui s'en réclament frauduleusement. Rejoignez-nous !

Nous reproduisons ci-après notre tract du 30 septembre, diffusé notamment au meeting de Marseille du 3 octobre et sur les manifestations à Paris, Marseille et Rouen du 4 octobre.

Victoire à la grève de la SNCM et des dockers !

Lévée des inculpations contre les syndicalistes du STC et de la CGT !

L'abordage le 28 septembre par la Marine nationale et la police militaire (gendarmerie), avec des hélicoptères de guerre, d'un bateau de la SNCM occupé par des grévistes du Syndicat des travailleurs corses (STC), est un acte de terrorisme d'Etat ordinaire qui menace l'ensemble du mouvement ouvrier. A la veille de la journée de grèves et manifestations massives du 4 octobre, le gouvernement adresse un message à toute la classe ouvrière que si elle ose se défendre contre les attaques croissantes des capitalistes, c'est à la violence des flics et même de l'armée qu'elle sera confrontée. Les dockers du port de Marseille sont en grève depuis quatre jours en solidarité avec les travailleurs de la SNCM et ont bloqué tout le port. Toute la classe ouvrière devrait être solidaire contre cette attaque et pour exiger la libération immédiate des syndicalistes emprisonnés et la levée des inculpations, les militants du STC risquant jusqu'à 20 ans de prison. **A bas la privatisation de la SNCM et des autres entreprises publiques !**



AFFIA.-C. POUJOLAT

3 octobre, meeting de soutien à Marseille : Arlette Laguiller (LO) et Jean-Paul Israël (CGT marins) entre Jean-Luc Mélenchon (PS) et Marie-George Buffet (PCF), ex-ministres de Jospin. Laguiller était bouche cousue sur les magouilles pour un nouveau « front populaire ».

L'annonce le 26 septembre du « don » pur et simple de la SNCM, avec une centaine de millions d'euros en supplément, à un copain de Villepin, a mis le feu aux poudres. Officiellement il y aurait 400 licenciements prévus, mais les travailleurs parlent d'un millier de licenciements sur 2 400 emplois, et en fait c'est toute l'entreprise qui risque d'être démantelée. Les marins CGT, eux-mêmes déjà en grève depuis la semaine dernière, se disent « solidaires des copains emprisonnés », mais leur direction est déjà prête à les trahir. Jean-Paul Israël, le dirigeant CGT, a très clairement refusé devant les caméras le jour de l'attaque de l'Etat, de prendre la défense des collègues du STC. La direction de la CGT a eu le cynisme de parler d'« ouverture » de la part du gouvernement le jour même de l'attaque ! Bernard Thibault, le dirigeant national de la CGT, est allé dans la même soirée rencontrer de Villepin pour l'assurer qu'il est prêt à accepter une privatisation de la SNCM du moment qu'elle sera « partielle », et pour discuter comment empêcher une explosion sociale.

Le PCF et la LCR magouillent pour un nouveau « front populaire »

La LCR et le PCF se sont opposés à l'attaque des flics contre les marins du STC. Mais ils comptent essentiellement canaliser la colère des travailleurs là-dessus vers la constitution d'un nouveau « pouvoir politique unitaire », c'est-à-dire en fait un nouveau front populaire avec des formations capitalistes (voir notre article dans *le Bolchévik*, septembre). Toute leur politique est orientée là-dessus. Ainsi à la fête de *l'Humanité* Besancenot et Buffet se sont retrouvés à l'unisson avec Zuccarelli, maire « radical de gauche » de Bastia, qui est un chauvin français au point d'avoir soutenu l'attaque des flics contre les marins du STC. Cela montre que le genre de gouvernement auquel aspirent le PCF et la LCR, incluant de telles forces capitalistes comme le PRG de Zuccarelli, serait un gouvernement bourgeois brutalement anti-ouvrier et anti-corse comme celui de Chirac-Villepin.

Et comme celui de Jospin-Buffet : c'est ce dernier qui avait amorcé la privatisation totale d'Air France et de France Télécom. C'est le gouvernement Jospin-Buffet qui en Corse en 1998 a lancé la chasse à l'homme contre Yvan Colonna après le meurtre du préfet Erignac, alors que le gouvernement n'avait pas (et n'a toujours pas) le moindre

début d'indice que Colonna aurait été impliqué. C'est le gouvernement Jospin-Buffet qui avait alors nommé Bernard Bonnet préfet de Corse, donnant ainsi une promotion à Bonnet pour sa répression des partisans de la langue catalane quand il était préfet des Pyrénées-Orientales. Bonnet envoyait la nuit les gendarmes mettre le feu aux paillotes (restaurants sur les plages) pour terroriser les nationalistes corses (il n'y a eu de scandale que parce que Bonnet s'est fait prendre et a ainsi discrédité l'Etat bourgeois français). L'alternative n'est pas un nouveau bloc de collaboration de classes entre les Zuccarelli, les Fabius/Hollande et les Buffet, même avec un Besancenot sur la gauche, mais de lutter pour l'indépendance de classe du prolétariat face aux capitalistes et pour la perspective d'une révolution ouvrière. Nous luttons pour construire un parti ouvrier multiethnique d'avant-garde pour mener une telle révolution à la victoire.

Droit d'autodétermination pour le peuple corse !

Pour désamorcer la crise le gouvernement et les bureaucraties comptent sur le chauvinisme anti-corse que la bourgeoisie française et les réformistes cherchent depuis toujours à utiliser pour diviser les travailleurs corses et français en traitant les Corses de « terroristes », etc. Pour déjouer ces manœuvres il est nécessaire de lutter pour mobiliser le prolétariat ici en France contre l'oppression nationale du peuple corse. C'est la seule manière de lutter pour l'unité de classe des travailleurs de Corse et de France contre les capitalistes. La Corse est maintenue par l'impérialisme français dans le sous-développement, avec un taux de chômage massif, largement supérieur à la moyenne française. Le projet de privati-

sation de la SNCM aurait de ce fait un effet encore plus dévastateur pour les travailleurs de Corse que pour ceux de Marseille et du continent. **Aucun licenciement ! Pour le droit du peuple corse à disposer de lui-même, y compris le droit à se séparer de l'« Hexagone » s'il le veut ! Egalité complète des langues, sans aucun privilège pour le français !** Nous exigeons la **libération de tous les nationalistes corses emprisonnés**, y compris Yvan Colonna, emprisonné depuis trois ans maintenant.

Toute l'île a été mise en état de siège, avec le renfort de centaines de flics supplémentaires. **A bas la terreur policière en Corse !** Comme le disait un travailleur de la SNCM, « Nous ne sommes pas des terroristes mais des pères de familles qui défendent leur emploi » (*Grand Marseille 20 minutes*, 29 septembre). On voit concrètement avec l'acte de piraterie du GIGN contre les marins du STC et contre le service public comment la campagne « antiterroriste » menace la classe ouvrière elle-même. Le plus souvent en France ce sont les jeunes d'origine maghrébine qui sont visés par la campagne raciste « contre le terrorisme », afin de diviser la classe ouvrière entre les travailleurs « français » et ceux d'origine immigrée, qui sont soumis à une précarité aggravée. Le taux de chômage en Corse des jeunes d'origine notamment marocaine est encore plus élevé que pour les autres. Non seulement les flics français, mais aussi certains nationalistes corses se livrent à des actes de terreur raciste contre ces jeunes. **Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leurs familles, en France et en Corse ! A bas Vigipirate !**

Les marins de la SNCM ont respecté l'année dernière les piquets de grève du STC, malgré les diatribes de la direction

Suite page 21

Banlieues...

Suite de la page 2

Alors que les cités étaient sous occupation policière et que des centaines de jeunes étaient jetés en prison, la bureaucratie syndicale de la CGT a à peine fait une déclaration pour la forme, laissant les jeunes isolés face à toute la violence de l'Etat capitaliste - ses flics, ses juges, etc. Mais la classe ouvrière **peut** être mobilisée en défense des jeunes soumis à la terreur raciste de l'Etat bourgeois. Le 9 novembre à Bobigny dans le 9-3 une manifestation ouvrière départementale multiethnique, qui avait été appelée des semaines auparavant par les syndicats sur des revendications économiques, s'est focalisée contre les mesures policières racistes, montrant que dans le prolétariat de ce pays il y a un sentiment pour lutter contre l'oppression raciste.

Mohamed El Ghali, délégué CGT de la société de transport DHL, a par exemple reçu de vifs applaudissements quand il a de façon répétée dénoncé le couvre-feu et son origine dans la guerre d'Algérie ; tout en condamnant les dégradations faites par les jeunes, il appelait à comprendre les raisons de leur colère (voir *l'Humanité*, 10 novembre). Des travailleurs de chez Citroën à Aulnay établissaient aussi le lien entre le licenciement fin octobre de plus de 500 intérimaires, et l'explosion de révolte dans les cités de cette ville. Un autre délégué venant de la plate-forme aéroportuaire de Roissy (où travaille un frère de Bouna Traoré, l'un des jeunes tués à Clichy) a dénoncé les mesures « antiterroristes », qui ont depuis les attentats criminels du World

Trade Center permis aux flics de retirer leur badge à beaucoup de jeunes travailleurs, notamment d'origine maghrébine, qui ont ainsi perdu leur travail. **A bas Vigipirate !** Il faut un parti ouvrier révolutionnaire, un vrai « tribun du peuple », c'est-à-dire se faisant le héraut de la lutte contre toutes les formes de l'oppression et cherchant à transformer ces luttes en une lutte générale derrière la classe ouvrière pour renverser le système capitaliste dans une révolution socialiste.

Le PS à la traîne de Sarkozy, le PC à la traîne du PS...

Les jeunes, qui n'ont pas de puissance sociale par eux-mêmes, n'ont vu d'autre manière d'exprimer leur colère qu'en brûlant (à part des commissariats) des voitures d'ouvriers, des écoles et des gymnases, faisant du tort essentiellement à eux-mêmes et à leurs familles. Au lieu d'être mobilisés derrière une perspective révolutionnaire, c'est-à-dire de lutter contre l'oppression raciste du capitalisme à travers la seule force qui puisse renverser celui-ci, la classe ouvrière, les jeunes aujourd'hui identifient en grande partie le mouvement ouvrier au chauvinisme français des bureaucraties syndicales et des partis réformistes, et du coup ils s'en détournent. Le PS et le PCF ont en effet dans les premiers jours de la révolte soutenu le rétablissement de l'ordre, ce qui a encouragé le gouvernement capitaliste à décréter l'état d'urgence. Les dirigeants du PS ont alors proposé au gouvernement de Villepin-Sarkozy un « pacte de non-agression » en échange de leur soutien initial à l'état d'urgence (*le Figaro*,

9 novembre), un maire PS allant jusqu'à exiger l'intervention de l'armée dans les quartiers. Le chef du PS, François Hollande, soutenait l'état d'urgence, de même que Jospin et que le champion du « non de gauche » à la « Constitution européenne », Laurent Fabius, qui déclarait : « Je ne reprocherai jamais à tel ou tel gouvernement de faire preuve de fermeté » (*le Monde*, 10 novembre). Fabius sait de quoi il parle : il était Premier ministre quand, le 12 janvier 1985, l'état d'urgence a été décrété en Nouvelle-Calédonie contre les nationalistes kanaks qui luttèrent pour leur indépendance ; le même jour Eloi Machoro, dirigeant kanak, était assassiné par le GIGN.

Dans la foulée le PS a déclaré fin novembre son soutien global à la nouvelle loi « antiterroriste » de Sarkozy qui renforce le flicage des cafés internet, la multiplication des caméras de surveillance et systématise la menace de déchéance de la nationalité française (finalement le PS s'est abstenu lors du vote). La plupart du temps les personnes sont condamnées pour terrorisme sur la simple présomption qu'elles auraient des relations plus ou moins vagues avec des personnes plus ou moins soupçonnées d'avoir de plus ou moins « mauvaises pensées ».

Quant au Parti communiste, il s'est opposé à l'état d'urgence. Il publie tous les jours des tirades contre Sarkozy dans *l'Humanité*, fait campagne contre les déportations, reprend la question du droit de vote pour les immigrés (qui avait été enterrée sous le gouvernement Jospin, dont faisait partie le PC). Mais là où on peut voir que la lutte contre le racisme n'est pas une vraie question pour eux, c'est que, malgré les récentes prises de position dans le style « Parti de l'ordre » du PS, le PC est à nouveau en train de rassembler des soutiens pour le PS aux prochaines élections. Le prétexte pour la fable du PC selon laquelle le PS vient de faire un tournant à gauche, c'est le récent congrès du PS où la majorité, qui avait fait campagne pour un vote « oui » à la très anti-ouvrière « Constitution européenne », a fait la « synthèse » avec Fabius, l'homme de l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie ! Le PS a bien besoin d'un lifting en préparation des élections, mais la base politique de leur « synthèse » était en réalité le soutien à la politique de répression raciste du gouvernement. Cela annonce que tout gouvernement à venir de collaboration de classes incluant le PS (avec le PCF à l'intérieur de ce gouvernement ou en appui extérieur), pratiquerait le même genre d'austérité anti-ouvrière et de terreur raciste que le gouvernement actuel et que le gouvernement Jospin-Buffet de 1997-2002.

... et avec LO et LCR juste derrière

Et la LCR et LO servent simplement de couverture de gauche à une telle nouvelle alliance de « front populaire » entre les partis réformistes et des formations capitalistes comme les Verts, les Radicaux de gauche et les chevènementistes. Lors du meeting parisien contre la privatisation d'EDF du 8 novembre, jour du décret d'état d'urgence, Besancenot pour la LCR et Laguiller pour LO partageaient une tribune - sans dire un mot contre lui - avec le chevènementiste Georges Sarre... alors que Chevènement décrétait le couvre-feu à Belfort dont il est maire.

A la tribune il y avait aussi Frédéric Imbrecht, le chef bureaucrate de la CGT de l'Energie qui en 2004 a personnellement poignardé dans le dos la grève des électriciens contre la privatisation d'EDF. Mais Laguiller, loin de rappeler cette trahison, concluait simplement en souhaitant se retrouver avec ce genre de gens « côte à côte dans la mobilisation »,


rehaussant ainsi la réputation ternie parmi les ouvriers de bureaucrates comme Imbrecht (voir le discours de Laguiller ce soir-là reproduit dans *Lutte Ouvrière*, 11 novembre ; dans l'enregistrement sonore disponible sur le site internet de la LCR elle ajoute « tous ensemble »).

Laguiller s'est livrée à un discours sous-réformiste du type « ce serait à l'Etat d'assumer sa responsabilité » ; l'Etat bourgeois assume très bien sa responsabilité, qui est centralement de maintenir l'ordre bourgeois raciste. Laguiller a bien mis en avant une série de revendications comme des classes de 12 élèves, etc., ce qui est bel et bon, mais LO refuse de reconnaître l'oppression spécifique de ces jeunes en tant que descendants « non blancs » de peuples ex-coloniaux, traités comme des être humains inférieurs. LO fait le jeu de ces préjugés quand elle dit que ces jeunes n'ont pas appris « un minimum de langage permettant de comprendre un raisonnement », ni à lire assez correctement pour « pouv[oir] assimiler des textes un peu complexes » (*Lutte Ouvrière*, 11 novembre). Ce n'est pas très différent au niveau du paternalisme chauvin que les saillies de Chevènement contre les « sauvages ».

Certains jeunes de la LCR se bercent d'illusions que la LCR, ou au moins Besancenot, refuserait par principe d'entrer dans un gouvernement capitaliste avec les « sociaux-libéraux » du PS. Ils font la sourde oreille aux déclarations de Besancenot à l'université d'été de la LCR qu'il est prêt à participer à un « nouveau pouvoir politique unitaire » qui gouvernerait (voir *Rouge*, le journal de la LCR, 1^{er} septembre). Ils ne doivent pas lire non plus *l'Humanité* qui encore le 25 novembre rapportait les propos d'Agnes Jamain de la LCR que celle-ci était « prête à participer à un gouvernement ». Cela fait trois ans qu'un dirigeant de leur organisation brésilienne est ministre dans le gouvernement de Lula et continue à être le « camarade » de Besancenot. Ce n'est pas parce que le Brésil est un pays opprimé par l'impérialisme qu'il n'est pas capitaliste, avec un gouvernement capitaliste si « néolibéral » qu'il est applaudi comme élève modèle par le FMI pour son austérité anti-ouvrière.

Lula est tellement discrédité que la LCR a maintenant une nouvelle marotte, le régime populiste bourgeois de Hugo Chávez au Venezuela en butte à l'hostilité impérialiste des USA. *Rouge* (17 novembre) publie fièrement une photo de Besancenot en compagnie de Chávez, et François Sabado, le

ABONNEZ-VOUS !



3 EUR pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*
 Hors Europe : 4,50 EUR (avion 6 EUR)
 Etranger : mandat poste international
 Canada : 5 \$Cdn

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

Chèques à l'ordre de la SEDI

Ecrire au *Bolchévik*, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10
Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto,
 Ontario M5W 1X6, Canada

mentor de Besancenot, insiste que « Chávez est aujourd'hui un allié ». Un allié de la LCR peut-être, mais pas des jeunes des banlieues de France : dans le *même numéro de Rouge* quatre pages plus loin ils citent Chávez déclarant le 10 novembre « Nous condamnons cela » (la révolte des jeunes) et « nous exprimons notre solidarité au peuple français et au gouvernement français, qui est un gouvernement frère, un ami ». La LCR alliée de Chávez ami de Chirac... lui-même élu entre autres avec les voix de la LCR aux élections de mai 2002. Cela fait longtemps que la LCR franchit la ligne de classe et soutient directement la bourgeoisie quand une bonne occasion se présente.

La lutte contre le chômage

Fondamentalement la réponse des réformistes à l'explosion des jeunes contre la terreur raciste, c'est de « défendre les services publics ». Nous sommes effectivement contre les attaques visant les services publics et contre les privatisations, car elles représentent des attaques contre les travailleurs et les syndicats impliqués, et nous nous opposons aussi au démantèlement continu de l'« Etat-providence » depuis notamment la contre-révolution en Union soviétique (voir notre article page 5). Ce sont des attaques contre le niveau de vie de l'ensemble de la classe ouvrière. Mais les emplois des services publics sont réservés aux citoyens de l'Union européenne - *A bas l'article 1 du statut de la Fonction publique qui officialise la discrimination raciste à l'embauche !* Mais même si on a des papiers français, avec un « mauvais » code postal ou un « mauvais » nom on se fait rejeter d'office.

Il faudrait une riposte ouvrière contre la discrimination raciste à l'embauche, dans le secteur public comme dans le secteur privé, ainsi que contre les coupes sombres dans la santé, l'éducation et les retraites. Il faudrait des embauches massives dans la construction et dans les transports pour rendre vivables les cités-ghettos (il n'y a même pas de gare à Clichy-sous-Bois !) Face au chômage massif qui frappe pratiquement la moitié de ces jeunes, nous luttons pour un programme incluant le partage du travail entre toutes les mains, avec réduction correspondante du temps de travail sans baisse de salaire. Mais ceux qui dirigent le mouvement ouvrier aujourd'hui, que ce soit la direction de partis comme le PC ou le PS ou la direction des syndicats, ne se battent jamais pour une telle perspective parce que leur programme est de collaborer avec la bourgeoisie, pour un gouvernement de front populaire afin d'administrer son système capitaliste.

Le capitalisme est incapable de fournir du travail à tout le monde ni de résoudre les besoins vitaux de la population. Il crée le chômage comme le soleil crée l'ombre, pour faire pression à la baisse sur les salaires et disposer d'un volant de réserve de main-d'œuvre qu'il peut aussi brandir pour menacer de remplacer les travailleurs qui feraient grève ou protesteraient. Les réformistes à la Lutte ouvrière revendiquent au contraire « l'interdiction des licenciements » ; ils enjolivent le capitalisme en laissant entendre qu'on pourrait liquider le chômage sans liquider tout le système capitaliste par une révolution ouvrière.

Etat d'urgence et démocratie bourgeoise

L'état d'urgence signifie la possibilité pour les flics de décréter toute une série de mesures d'arbitraire policier : couvre-feu, perquisitions de jour comme de nuit sans

Manifestation du 19 novembre à Paris en défense des services publics. Table de presse de la LTF et cortège de cheminots.



Le Bolchévik

mandat judiciaire, fermeture de lieux de réunion, de salles de spectacles et même de bars, interdiction des meetings et rassemblements, censure de la presse et des cinémas, expulsions et assignations à résidence, etc. Cette loi a été votée en avril 1955 contre la lutte de libération nationale algérienne qui avait commencé quelques mois plus tôt. C'est tout un symbole que cette loi soit aujourd'hui mise en œuvre contre les enfants et les petits-enfants des travailleurs algériens qui le 17 octobre 1961 à Paris manifestaient pacifiquement contre le couvre-feu, et qui par centaines ont été tués par les flics. Le tract du 8 novembre de la LCR a pour titre « L'état d'urgence, un crime contre la démocratie ! » C'est le genre de boniment typique de réformistes qui enjolivent la démocratie bourgeoise et se prosternent devant elle au lieu de profiter de l'occasion pour montrer que la démocratie bourgeoise c'est en réalité la démocratie seulement pour les bourgeois, et la *dictature de la bourgeoisie contre les ouvriers*. Le camarade Lénine écrivait en 1918 (*la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*) :

« Prenez les lois fondamentales des Etats contemporains, prenez leur administration, prenez la liberté de réunion ou de presse, prenez "l'égalité des citoyens devant la loi", et vous verrez à chaque pas l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise bien connue de tout ouvrier honnête et conscient. Il n'est point d'Etat, même le plus démocratique, qui n'ait dans sa Constitution des biais ou restrictions permettant à la bourgeoisie de lancer la troupe contre les ouvriers, de proclamer la loi martiale, etc., "en cas de violation de l'ordre", mais, en fait, au cas où la classe exploitée "violait" son état d'asservissement et si elle avait la velléité de ne pas se conduire en esclave. [...] »

« Plus la démocratie est développée et plus elle est près, en cas de divergence politique profonde et dangereuse pour la bourgeoisie, du massacre ou de la guerre civile. Cette "loi" de la démocratie bourgeoise, le savant M. Kautsky aurait pu l'observer à l'occasion de l'affaire Dreyfus dans la France républicaine [...] »

La terreur raciste des flics, le recours aux lois d'exception dès qu'il y a des troubles, tout cela est inhérent au système capitaliste. Les formes les plus démocratiques de gou-

vernement dans la société capitaliste sont simplement celles où la brutalité de la domination capitaliste est le mieux masquée, le mieux couverte d'un voile d'hypocrisie parlementaire. Le rôle des révolutionnaires est de déchirer ce voile pour chercher à faire pénétrer dans la conscience des masses travailleuses et opprimées que la seule issue est une lutte pour le renversement de tout ce système capitaliste pourri par une révolution ouvrière. Nous luttons pour construire un parti bolchévique, c'est-à-dire un parti ouvrier multiethnique d'avant-garde du même type que celui de Lénine, pour diriger une telle révolution à la victoire, comme en octobre 1917 en Russie.

Nous reproduisons ci-dessous notre tract publié le 5 novembre.

**Libération immédiate
de tous les jeunes emprisonnés !
Les flics racistes provoquent
une révolte massive des jeunes
d'origine immigrée**

Le 27 octobre à Clichy-sous-Bois, près de Paris, deux jeunes d'origine africaine, Ziad Benna et Bouna Traoré, ont été tués dans un transformateur électrique où ils cherchaient refuge contre une rafle policière. Depuis plus d'une semaine les cités et les quartiers immigrés sont en feu. Des milliers de voitures, des entrepôts et des magasins ont brûlé. Cette agitation sans précédent continue de s'étendre dans toute la France. Le gouvernement, quant à lui, continue à attiser la colère en envoyant des milliers de CRS investir les quartiers pauvres. Des centaines de jeunes ont été arrêtés, plusieurs ont déjà été condamnés à des mois de prison ferme. Nous exigeons la *libération immédiate de tous les jeunes emprisonnés et la levée de toutes les inculpations. A bas la terreur policière raciste contre les cités immigrées !* Nous nous opposons aussi à Vigipirate, un plan consistant à envoyer des patrouilles communes de la police et de l'armée dans les gares, les stations de métro et les aéroports, et qui est au « niveau rouge » depuis cinq mois maintenant.

L'explosion a commencé à Clichy-sous-Bois, une cité délabrée avec un taux de chômage officiel de 25 %, ce qui veut probablement dire plus de 50 % pour les jeunes. Pas étonnant que Clichy ait explosé. La bourgeoisie n'a pas grand-chose à offrir à ces jeunes à part des patrouilles de police, la prison et la mort - dans certaines prisons environ 80 % des prisonniers sont de culture musulmane, contre moins de 10 % dans la population. Une récente étude sociologique documente ce qu'on y appelle « l'apartheid scolaire », avec une ségrégation raciste qui est maintenant encore plus intense que dans le logement. Ce qui en résulte c'est que ces jeunes ont peu ou pas de perspective de finir l'école ou trouver un travail. Et cela va de mal en pis depuis 20 ans, sous des gouvernements de droite comme de « gauche ». Le racisme est inhérent au capitalisme, et en France il est également enraciné dans son passé colonial : la bourgeoisie française continue d'être rongée par le ressentiment contre sa défaite dans la lutte de libération algérienne il y a plus de 40 ans. Pour lutter efficacement contre le racisme il faut lutter pour renverser l'ensemble du système capitaliste.

Des émeutes comme celles-ci sont l'expression du désespoir de jeunes au chômage, si marginalisés qu'ils n'ont

aucun pouvoir pour changer quoi que ce soit dans la société. Ces émeutes ont donné lieu à des attaques indiscriminées contre des individus qui ne faisaient que se trouver là au mauvais moment, et pour l'essentiel elles dévastent encore plus les quartiers où doivent vivre ces jeunes. Pourtant, malgré toute l'énergie dépensée et la dévastation infligée, ce genre d'explosion n'apporte en général aucun changement. C'est pourquoi il est tellement important que les travailleurs se battent pour améliorer les conditions de vie dans ces quartiers. La classe ouvrière est la force sociale qui a objectivement l'intérêt et le pouvoir de renverser tout ce système capitaliste d'exploitation, de racisme et de misère. Aulnay-sous-Bois est une autre ville du 9-3 qui était en pointe dans les émeutes récentes. A Aulnay il y a aussi une grosse usine Citroën où en mars des jeunes travailleurs, principalement d'origine immigrée d'Afrique du Nord et de l'Ouest, ont démarré une grève qui a gagné. Des dizaines de milliers de jeunes de la région ont des boulots sur l'aéroport voisin de Roissy, l'un des plus grands d'Europe. Il est possible de déchaîner la puissance de la classe ouvrière multiethnique de la zone, française et immigrée, pour lutter contre les terribles conditions de vie dans les cités et en défense des jeunes qui s'y révoltent. Mais pour cela ce qu'il faut c'est une lutte sans relâche contre la bureaucratie syndicale chauvine, qui met un frein aux luttes de la classe ouvrière et les trahit, car au fond elle partage les préoccupations de la bourgeoisie voulant que le capitalisme français soit plus « compétitif » contre ses rivaux internationaux.

L'attaque brutale du gouvernement contre toute une génération de jeunes a pour but d'attiser la division dans la classe ouvrière multiethnique du pays, dans un contexte d'attaques féroces contre l'ensemble du prolétariat et d'une résistance ouvrière croissante. Après que les marins de la SNCM ont perdu leur grève, poignardés dans le dos par la direction de la CGT (voir notre tract « Victoire à la grève de la SNCM et des dockers ! » [page 9]), le gouvernement essaie de briser une grève des transports publics qui dure depuis un mois, avec un arrêt anti-grève du tribunal. Il y a un appel à la grève de tous les principaux syndicats de la SNCF qui commence le 21 novembre. C'est pourquoi il est d'autant plus urgent pour le mouvement ouvrier organisé de s'opposer à l'attaque raciste du gouvernement. C'est une question de vie ou de mort pour que la classe ouvrière soit unie et repousse les attaques contre son niveau de vie et les services publics. Comme nous le disions dans le dernier numéro du *Bolchévik* (septembre) :

« Une attaque contre un est une attaque contre tous. Le mouvement ouvrier tout entier [...] doit se mobiliser en défense de ses frères de classe plus vulnérables, les travailleurs originaires d'Afrique du Nord et de l'Ouest notamment, qui forment une composante stratégique du prolétariat de ce pays, que ce soit dans le bâtiment, dans l'industrie automobile ou parmi les éboueurs de la ville de Paris. Il faudrait une campagne de syndicalisation des intérimaires, CDD et "contrat nouvelle embauche". *A bas Vigipirate ! A bas les expulsions racistes et les charters ! Pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici ! Troupes françaises, hors d'Afrique !* »

Police de proximité ou CRS : chiens de garde de l'ordre bourgeois

Mais les bureaucrates syndicaux et les partis réformistes ont honteusement refusé de protester contre l'attaque raciste du gouvernement à Clichy-sous-Bois et dans d'autres quartiers. Ils se plaignent surtout de Sarkozy, le ministre de la police, comme d'un cinglé qui poursuit seulement sa carrière présidentielle. Ils donnent ainsi un soutien par la bande

à son rival, le Premier ministre de Villepin qui est fortement pro-Chirac, et qui a même augmenté le niveau de répression policière depuis qu'il a repris le dossier après les premiers jours d'émeute. Les réformistes critiquent fortement Sarkozy pour avoir envoyé les CRS dans des opérations coup-de-poing contre les ghettos où vivent les minorités. Au lieu des raids de Sarkozy ils préconisent la soi-disant bonne vieille « police de proximité », mise en place par l'ex-gouvernement de front populaire de Jospin et Buffet, actuellement dirigeante du Parti communiste (PCF) ; le PCF et Lutte ouvrière ont même attaqué Sarkozy pour avoir réduit les effectifs policiers travaillant au quotidien dans les cités. Ainsi LO écrit (*Lutte Ouvrière*, 8 juillet) :

« En contradiction complète avec ses promesses, le ministre Sarkozy a mené dans son domaine la même politique que ses collègues : tours de passe-passe sur les effectifs pour cacher leur baisse, fermetures de postes de police, budgets non pourvus. »

La « police de proximité » était un concept favori de Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la police dans le gouvernement Jospin, et qui est encore partout détesté par les sans-papiers et par les jeunes des banlieues qu'il aimait appeler « sauvages ». C'est lui qui a mis en place de nouvelles lois pour poursuivre en justice quiconque aiderait des travailleurs sans-papiers. Le fait que le PS et le PCF veuillent en revenir à la « police de proximité » de Jospin et Chevènement est un présage funeste pour les immigrés et les jeunes. C'était les flics de Jospin qui ont tué Habib Ould Mohamed à Toulouse en 1998, provoquant une émeute pendant trois jours entiers dans le quartier du Mirail ; cette émeute a été étouffée par une mobilisation massive des CRS exactement comme le font maintenant Sarkozy et de Villepin. A nouveau en avril 2000, une patrouille de proximité a tué Ryad Hamlaoui près de Lille, provoquant une nouvelle vague de protestations.

Le PCF a fait une déclaration spéciale sur Clichy, dans laquelle il demande de : « Mettre la police au service de toute la nation, ce qui implique : démocratisation, formation, proximité, moyens adaptés » (*L'Humanité*, 4 novembre). L'éditorial de LO sur Clichy mentionne l'immigration ou le racisme une seule fois, et ceci pour mettre en garde que la démagogie de Sarkozy « encourage les attitudes les plus répressives de la police et le racisme de nombre de ses éléments » (*Lutte Ouvrière*, 4 novembre). Comme si avec un autre ministre des flics, ou si on se débarrassait de quelques mauvais éléments dans la police, on pouvait avoir une « bonne » police républicaine. Tous ces réformistes essaient de réhabiliter la police aux yeux des jeunes opprimés, alimentant ainsi des illusions mortelles dans la République bourgeoise. On ne peut pas réformer la police pour qu'elle serve la population. Ce qui distingue les réformistes des révolutionnaires c'est que les réformistes répandent le mensonge qu'on peut la réformer. Comme les autres bandes d'hommes armés qui constituent le noyau de l'Etat (les gardiens de prison, l'armée), les flics ont pour fonction de protéger la propriété privée des moyens de production dans les mains des capitalistes. Ils ont un monopole légal sur les armes afin de maintenir le système capitaliste : ils sont les chiens de garde de la bourgeoisie, et non des « travailleurs en uniforme » *Police, gardiens de prison, hors des syndicats !*

PCF, LCR, etc. magouillent pour un nouveau « front populaire »

Dans sa déclaration le PC accuse Sarkozy : « Le gouvernement se montre incapable de garantir l'ordre public » (*L'Humanité*, *ibid.*) Le PS et le PC utilisent les émeutes

actuelles pour redorer leur blason bien terni, et pour se présenter comme ceux qui sont capables de maintenir l'ordre dans les quartiers immigrés, et que la bourgeoisie peut donc leur faire confiance pour faire tourner l'Etat bourgeois avec moins d'à-coups.

Au fond la question pour le PC c'est de mettre en avant une nouvelle coalition, comprenant des partis bourgeois comme les Verts, les chevènementistes et les Radicaux de gauche, pour gagner les élections de 2007. Et la LCR ainsi que LO (bien que de façon moins directe) les aident. La « gauche », comprenant le PC et les pseudo-trotskyistes de la LCR et de LO, partagent une tribune le 8 novembre à Paris avec deux petits partis bourgeois pro-chevènementistes, le MARS et le MRC, soi-disant contre la privatisation d'EDF. Ainsi la LCR et LO nourrissent les illusions que l'on pourrait combattre l'assaut capitaliste en faisant l'unité avec des partis capitalistes !

A bas Vigipirate et la campagne raciste « contre le terrorisme » !

Début octobre à l'aéroport de Roissy, les bagagistes sont partis en grève pour l'embauche des CDD et pour les salaires (suite à la privatisation d'Air France sous le gouvernement précédent de Jospin/Buffet). La grève a été brisée par le gouvernement qui a utilisé Vigipirate et une soi-disant menace terroriste si les bagages n'étaient pas triés. Cela montre de façon très concrète ce que nous disons depuis des années : Vigipirate vise tous les immigrés, tous les jeunes d'origine immigrée et la classe ouvrière dans son ensemble. Il pourrait de nouveau être utilisé dans les semaines qui viennent si une grande grève démarre à la SNCF.

LO a refusé depuis le premier jour de s'opposer à Vigipirate, et cela va de pair avec leur rôle dirigeant dans la campagne pour exclure des écoles les jeunes femmes portant le foulard islamique. En France l'islam est une religion des opprimés et des cités ghettos. Le foulard représente un programme social réactionnaire qui confine les femmes à la maison dans un état de servitude. Mais renvoyer du lycée des filles musulmanes ne peut que renforcer leur isolement et leur oppression ; et cela alimente le racisme contre tous les immigrés. Nous nous opposons à ces campagnes racistes et nous défendons les jeunes femmes qui portent le foulard contre l'Etat bourgeois. LO au contraire a salué la loi Chirac qui interdisait le foulard, une loi raciste qui fait partie intégrante du harcèlement quotidien contre les musulmans, et Arlette Laguiller a même manifesté le 6 mars 2004 bras dessus, bras dessous avec Nicole Guedj (UMP), alors secrétaire d'Etat à la construction des prisons.

Il est vrai que LO se mobilise pour les sans-papiers, tout comme de nombreux libéraux bourgeois qui croient que la République française doit être capable d'intégrer ces immigrés qui souvent sont en France depuis des années et ont fondé une famille ici. Cependant le racisme contre les jeunes des cités va très profond, jusqu'au cœur de ce qu'est le capitalisme français, et divise profondément la classe ouvrière dans ce pays. LO évacue consciemment la question, parlant seulement des « quartiers populaires » et évitant la question de l'oppression raciale. Ce qu'il faut c'est forger l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière, en commençant par des mobilisations ouvrières contre la terreur policière raciste. Nous luttons pour construire un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique, déterminé à diriger le prolétariat de ce pays vers une révolution socialiste. ■

De Berlin à Moscou...

Suite de la page 6

chauvine fomentée par les dirigeants impérialistes – témoin la récente compétition électorale entre les conservateurs et les travaillistes. Les capitalistes sont bien contents d'utiliser ces immigrés pour faire les boulots les plus sales, les plus éreintants et les plus mal payés. Leur campagne anti-immigrés a pour but de maintenir les divisions au sein de la classe ouvrière, chacun contre l'autre et tous contre l'« étranger ».

A cela s'ajoute la « guerre contre le terrorisme ». Ici, les intégristes islamiques qui étaient hier des alliés dans la guerre des impérialistes contre le « communisme impie » sont les ennemis d'aujourd'hui. Bien sûr, ce n'est pas du tout une guerre au sens militaire. C'est plutôt une opération politique visant à renforcer la machine répressive de l'Etat capitaliste contre tout ce qui est perçu comme une menace contre ce pouvoir.

L'Union soviétique, dans sa dégénérescence stalinienne, n'était certainement pas le phare de la révolution mondiale qu'elle avait été sous les bolchéviks de Lénine et Trotsky. Néanmoins, elle constituait un contrepoids aux ambitions sans limites des impérialistes du monde entier. Économiquement, elle ne démontrait pas seulement une alternative à l'exploitation capitaliste, mais aussi la supériorité d'une économie planifiée. Militairement, elle retenait la main des dirigeants impérialistes, en particulier des Etats-Unis, en les empêchant d'éradiquer ceux qu'ils considéraient comme des ennemis à coups d'armes nucléaires. C'était le bastion militaire et industriel des Etats où le capitalisme avait été éradiqué. Et maintenant qu'elle n'existe plus, les impérialistes ont en ligne de mire la destruction des Etats ouvriers déformés qui subsistent – Cuba, le Vietnam et la Corée du Nord ; la Chine, le plus grand et le plus puissant de ces Etats, est l'enjeu majeur. Toutes les puissances impérialistes manœuvrent, par des moyens à la fois économiques et militaires, pour reconquérir la Chine à l'exploitation impérialiste.

La bureaucratie stalinienne chinoise a ouvert la porte dans des régions entières du pays, les zones franches, aux impérialistes et à la bourgeoisie chinoise basée à l'extérieur de la Chine continentale. En introduisant de façon agressive des réformes de marché, ce qu'elle appelle le « socialisme avec des caractéristiques chinoises », elle a érodé les acquis de la Révolution chinoise de 1949. Des organisations comme le Socialist Party [auquel est associée en France la Gauche révolutionnaire] et Workers Power [Pouvoir ouvrier, qui a disparu en France], qui avaient hurlé avec la meute de l'anticommunisme de guerre froide contre l'Union soviétique, ont aujourd'hui fait une croix sur la Chine en la déclarant capitaliste. Mais ce verdict n'est pas encore rendu. Ce n'est pas une question à observer comme on observe un insecte dans un bocal, mais une question de luttes sociales vivantes. Il y a eu beaucoup de luttes de ce genre de la part des ouvriers et des paysans chinois, et il y en a de plus en plus.

Nous ne sommes pas des observateurs passifs. Les leçons de nos interventions contre les forces de la contre-révolution capitaliste, de l'Allemagne de l'Est à l'Union soviétique, nous arment pour le combat en défense de ce qui subsiste des acquis de la Révolution chinoise de 1949 contre les forces du capitalisme, pour la révolution politique et l'instauration du pouvoir des soviets ouvriers et paysans, basés sur la démocratie prolétarienne et l'internationalisme

révolutionnaire. Ce deuxième principe est crucial, car la défense de l'Etat ouvrier déformé chinois est une affaire internationale, liée au combat pour de nouvelles révolutions d'Octobre dans les centres impérialistes.

Je voudrais aujourd'hui vous décrire les différentes occasions révolutionnaires qui ont existé, avant les défaites qui ont suivi, et comment nous nous sommes battus pour les exploiter pour servir la cause des travailleurs au niveau international. Réexaminer ces luttes passées, c'est préparer les luttes de l'avenir. C'est particulièrement important aujourd'hui où l'idée de la libération socialiste prolétarienne de l'humanité est au mieux considérée comme une utopie idéaliste. Cela reflète aussi l'impact de la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique, qui a déclenché une offensive idéologique des bourgeoisies impérialistes sur le thème que « le communisme est mort » et que la destruction de l'Union soviétique démontrerait simplement que le marxisme est « une expérience qui a échoué ».

Le niveau de conscience a régressé, au point où aujourd'hui les travailleurs n'identifient plus guère leurs luttes avec le « socialisme », avec les différents sens qu'ils donnaient à ce mot. Pour la plupart des jeunes, l'idée qu'il existe même une classe ouvrière, sans parler de comprendre que le prolétariat a la puissance sociale et l'intérêt historique requis pour en finir avec le système capitaliste, est considérée comme une espèce de notion marxiste vieillotte. Ceci est encouragé par le flot incessant de galimatias des idéologues du mouvement « antimondialisation », qui cherchent simplement à faire subir au capitalisme un lifting « démocratique » et « humanitaire ». Et la gauche prétendument « socialiste » suit le mouvement.

Le SWP n'ose pas prononcer le mot « socialisme » dans sa coalition électorale Respect, de peur de s'aliéner ses alliés dans les mosquées. Le mot « laïcité » même est *verboden* [interdit, en allemand]. Le Socialist Party, qui a longtemps présenté la Clause IV du Parti travailliste, traduite par « nationaliser les secteurs clés de l'économie », comme l'essence du « socialisme », arrive aujourd'hui à peine à le prononcer. C'est réservé à ce qu'on appelait autrefois les « beaux discours » du dimanche, c'est-à-dire quand vous présentez votre programme « maximum ». Ensuite, il y a Workers Power. En 1979, ils voyaient dans les mollahs de Khomeiny le ticket d'entrée pour un mouvement de masse révolutionnaire. Au début des années 1980, ils voyaient dans Solidarność un tel instrument, alors même qu'ils admettaient que ses objectifs étaient contre-révolutionnaires. Il va sans dire que leurs précédents mouvements de masse n'ont pas très bien marché. Aujourd'hui ils se tournent vers les « forums sociaux » européen et mondial comme instruments pour construire une nouvelle internationale « révolutionnaire ». C'est tout aussi prometteur que leurs tentatives précédentes. Ces forums sociaux ne sont rien d'autre que des instruments de collaboration de classes, destinés à permettre à divers adeptes du front populaire actuellement écartés du pouvoir de revenir aux affaires, gouverner avec et pour la classe capitaliste.

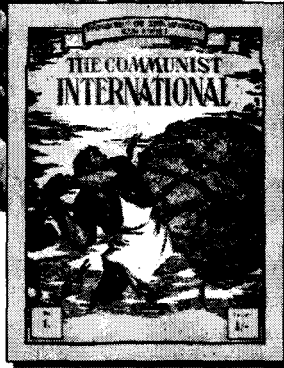
L'impact de la Révolution russe de 1917

En préparant cette présentation, j'ai relu un discours de James P. Cannon, un des dirigeants fondateurs du trotskysme américain, prononcé à l'occasion du 25^e anniversaire de la Révolution russe, en 1942, en plein milieu du carnage de la Deuxième Guerre mondiale et après l'invasion de l'Union soviétique par la machine de guerre d'Hitler. Il parlait de



Planeta

Juillet 1920 : Pendant le Deuxième Congrès de l'Internationale communiste, Lénine prononce un discours devant un rassemblement en l'honneur des héros du prolétariat mondial. En médaillon : le premier numéro du journal de l'IC, fondée en 1919.



l'impact de la Révolution russe en plein milieu d'une autre période de réaction, celle amenée par la Première Guerre mondiale :

« Je me rappelle les jours sombres de la Première Guerre mondiale, 1914-1918. A cette époque comme aujourd'hui, tous les espoirs de progrès de l'humanité semblaient noyés dans le sang de la guerre. La réaction semblait triompher partout. Les ennemis du prolétariat se réjouissaient bruyamment de la trahison et de la capitulation des partis socialistes [qui s'étaient alignés derrière "leurs" bourgeoisies dans la guerre] ; et pour beaucoup – pour la grande majorité, oserais-je dire – la théorie et l'espoir du socialisme semblaient évanouis comme un rêve utopique. A cette époque, comme aujourd'hui [...], les politiciens et les déserteurs se moquaient de ceux qui poursuivaient la lutte obstinée et s'accrochaient à la foi révolutionnaire. Le mouvement ouvrier mondial tout entier, en 1914-1917, était en proie au découragement et au désespoir.

« Mais la Révolution russe du 7 novembre changea tout cela du jour au lendemain. D'un seul coup, la révolution remit le prolétariat d'Europe sur ses pieds. Elle réveilla les centaines de millions d'esclaves coloniaux qui n'avaient jamais connu auparavant d'aspirations politiques, qui n'avaient jamais auparavant osé espérer. La Révolution russe les éveilla à la promesse d'une vie nouvelle. »

– « Le vingt-cinquième anniversaire de la Révolution russe », *Speeches for Socialism* (1971)

La révolution d'Octobre avait créé un Etat ouvrier basé sur des conseils ouvriers (soviets). Le gouvernement soviétique expropria à la fois les capitalistes russes et les trusts impérialistes, et répudia en totalité l'énorme dette de la Russie auprès des banquiers étrangers. Il donna la terre aux paysans et l'autodétermination aux nombreuses nationalités opprimées de l'ancien empire tsariste. Les lois discriminatoires envers les minorités nationales et ethniques, les femmes et les homosexuels furent éliminées. Le gouvernement révolutionnaire déclara que l'Etat n'avait pas à interférer avec les rapports sexuels librement consentis de la population, quelle que soit leur forme. Cette position allait provoquer un tollé dans la gauche ici [en Grande-Bretagne], dont le mot d'ordre est « pas de sexe, s'il vous plaît, nous sommes britanniques » – cette gauche qui s'étrangle de rage parce que nous défendons Michael Jackson contre la chasse aux sorcières américaine raciste et anti-sexe.

Le gouvernement soviétique proclama le droit des travailleurs à l'emploi, à la santé, au logement et à l'éducation, et fit les premiers pas vers la construction d'une société socialiste. Mais comme l'expliquait Marx, « le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond ». Il y a aujourd'hui toutes sortes de nouvelles « théories » comme quoi on pourrait gagner sans prendre le pouvoir, ou que la voie de la libération passe par l'utopie de construire des zones « autonomes » qui seraient d'une certaine manière libérées de l'exploitation capitaliste. Mais le combat pour l'émancipation de l'humanité n'est pas une espèce d'acte mental accompli par des gens de bonne volonté, avec de bonnes idées. Cette émancipation ne peut pas être réalisée non plus tant que perdure la pénurie, qui ne fait que perpétuer la lutte pour la survie. Comme Marx l'avait compris, l'éradication de l'exploitation de l'homme par l'homme doit nécessairement

être basée sur l'abondance matérielle.

Il y a une grande abondance matérielle dans le monde, en particulier dans les pays capitalistes avancés. Notre boulot est de nous emparer de ces richesses, créées pour l'essentiel par le travail des masses laborieuses, en les arrachant des mains des possédants capitalistes qui exproprient les fruits de ce travail à leur profit. Seule la classe ouvrière a la puissance sociale – qui découle de son rôle dans la production, de son importance numérique et de son organisation – pour éradiquer le système capitaliste, et un intérêt objectif clair à le faire. Ce qui fait défaut, c'est la conscience politique et la direction révolutionnaire pour mener une telle lutte. C'est cet ingrédient critique que le Parti bolchévique a donné aux ouvriers de Russie.

Mais les conditions matérielles du développement effectif d'une société socialiste n'existaient pas dans une Russie arriérée, pas plus qu'elles n'existent dans les limites d'un seul pays. Dès le début, les bolchéviks avaient compris que l'Etat ouvrier soviétique nouveau-né ne pourrait pas survivre si la révolution n'était pas étendue internationalement à des pays capitalistes plus avancés. Ils voyaient la révolution d'Octobre comme le début d'une révolution ouvrière à l'échelle de l'Europe, et de fait, à la fin de la guerre, une vague de soulèvements révolutionnaires déferlait sur l'Europe. Les sociaux-démocrates – qui étaient passés dans le camp de « leurs » bourgeoisies pendant la guerre – entreprirent de sauver le pouvoir de la bourgeoisie menacé par la classe ouvrière. Les partis communistes nouvellement fondés, qui avaient été formés sous l'impulsion de la Révolution russe, étaient trop faibles et inexpérimentés pour conduire ces soulèvements révolutionnaires à la victoire.

Le monde capitaliste encerclait et isolait l'Union soviétique. De 1918 à 1920, la révolution dut se battre pour sa survie même dans une guerre civile, les forces de toutes les grandes puissances impérialistes intervenant aux côtés des gardes blancs contre-révolutionnaires. L'économie déjà retardataire fut presque totalement dévastée au cours de la Première Guerre mondiale et de la guerre civile qui s'ensuivit. Le prolétariat enthousiaste qui avait accompli la Révolution de 1917 avait pratiquement cessé d'exister en tant que classe,

et dans les campagnes la famine faisait rage. Mais même dans ces conditions, en 1923, quand une crise révolutionnaire extraordinaire secoua l'Allemagne, les ouvriers de l'Union soviétique se rallièrent à sa cause. Les ouvriers allemands se tournaient vers le Parti communiste allemand, le KPD, pour qu'il les dirige. Mais la direction du KPD se tournait vers l'aile gauche de la social-démocratie en qui elle voyait un « allié », et laissa passer l'occasion d'une insurrection prolétarienne.

Cette défaite eut un énorme impact en Union soviétique, conduisant à une vague de démoralisation dans un prolétariat qui avait déjà beaucoup souffert. Dans cette situation de pénurie, d'arriération et d'isolement de l'Etat soviétique émergea une bureaucratie nationaliste dirigée par Staline. Au début de 1924, cette bureaucratie arracha le pouvoir politique au prolétariat et à son avant-garde révolutionnaire. Répudiant le programme même de l'internationalisme prolétarien révolutionnaire qui avait conduit à la victoire de la Révolution bolchévique, et qui continuait à être défendu par l'Opposition de gauche de Trotsky, la bureaucratie inventa la « théorie » antimarxiste du « socialisme dans un seul pays » comme justification idéologique de son pouvoir. La bureaucratie consolida son pouvoir en détruisant toute la direction du Parti bolchévique au cours des tristement célèbres procès de Moscou. L'Internationale communiste, qui était un instrument de la révolution mondiale, fut transformée en auxiliaire des efforts du Kremlin pour rechercher une « coexistence pacifique » avec l'impérialisme, au nom de la « construction du socialisme dans un seul pays ».

« Comme nous l'écrivions dans « Quand le Thermidor soviétique a-t-il eu lieu ? » (un des premiers articles que nous avons traduits en russe pour notre intervention en Union soviétique) : « Après janvier 1924, les personnes qui dirigeaient l'URSS, la façon dont l'URSS était dirigée, et le but dans lequel elle l'était, tout cela avait changé. » Mais c'était une contre-révolution politique et pas sociale. Les formes de propriété collectivisées créées par la révolution d'Octobre n'avaient pas été détruites, mais subsistaient en tant qu'acquis pour les travailleurs du monde entier. Tout en menant une lutte sans relâche contre la bureaucratie stalinienne, les trotskystes ont combattu avec opiniâtreté pour la défense de ces acquis contre l'impérialisme mondial et la contre-révolution.

En même temps, la situation était très instable. Le pouvoir et les privilèges de la bureaucratie stalinienne découlaient de sa position au sommet de l'Etat ouvrier soviétique. Mais elle jouait simultanément le rôle de courroie de transmission des pressions incessantes et hostiles de l'impérialisme mondial déterminé à détruire l'Etat ouvrier. Le *Programme de transition* de 1938, le document fondateur de la Quatrième Internationale de Trotsky, définissait l'Union soviétique comme un Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré, et formulait les deux alternatives fondamentales auxquelles il était confronté :

« Ainsi, le régime de l'URSS renferme en soi des contradictions menaçantes. Mais il continue à rester un régime d'ETAT OUVRIER DEGENERÉ. Tel est le diagnostic social.

« Le pronostic politique a un caractère alternatif : ou la bureaucratie, *devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'Etat ouvrier*, renversera les nouvelles formes de propriété et rejettera le pays dans le capitalisme ; ou la classe ouvrière écrasera la bureaucratie et ouvrira une issue vers le socialisme. » [souligné dans l'original]

Cette situation très instable et très contradictoire a cependant perduré pendant encore plus de cinquante ans. Pour-

quoi ? La réponse réside dans le dénouement de la Deuxième Guerre mondiale.

Les suites de la Deuxième Guerre mondiale

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, et depuis lors, on a colporté – une fois encore avec la commémoration cette année du 8 mai 1945 – le mensonge que ce conflit a été « la grande guerre démocratique contre le fascisme ». En fait, comme la Première Guerre mondiale, c'était une guerre interimpérialiste, une bataille pour les marchés et les grandes sphères d'influence et de domination entre puissances impérialistes. Comme celle des bolchéviks pendant la Première Guerre mondiale, la politique des trotskystes était le défaitisme intransigeant envers toutes les bourgeoisies impérialistes. Ceci signifiait se battre pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile – une lutte prolétarienne révolutionnaire contre tous les belligérants impérialistes. En même temps, les trotskystes luttèrent pour que la classe ouvrière du monde entier se mobilise pour défendre l'Union soviétique contre les coups des ennemis capitalistes, quel que soit le camp auquel ils appartiennent.

Trotsky avait prédit, et il avait de bonnes raisons pour le faire, que la Deuxième Guerre mondiale ébranlerait la bureaucratie et provoquerait des soulèvements révolutionnaires du prolétariat, comme cela s'était produit à la fin de la Première Guerre mondiale. Staline a effectivement mené l'Union soviétique au bord du désastre, en décapitant l'Armée rouge et en ignorant les mises en garde répétées et urgentes d'héroïques espions soviétiques comme Leopold Trepper dans l'Allemagne nazie et Richard Sorge au Japon, qui annonçaient qu'une invasion de l'Union soviétique par les nazis était imminente. Malgré tout, c'est l'Union soviétique qui vainquit les nazis, au prix de plus de 20 millions de morts. Comme le faisait remarquer Cannon dans son discours de 1942 :

« La force économique du régime soviétique, et la force de la tradition révolutionnaire, sont aujourd'hui reflétées sur le terrain militaire. Le monde entier a été surpris et émerveillé par les prouesses militaires de l'Armée rouge. Tous les experts militaires s'attendaient à une défaite des armées russes en l'espace de quelques semaines ou de quelques mois [...]. Les trotskystes n'ont pas été pris par surprise. Trotsky avait prédit que l'agression impérialiste contre l'Union soviétique libérerait des trésors d'enthousiasme prolétarien et de combativité dans l'Armée rouge. Il pouvait le faire parce que, mieux que d'autres, il comprenait que le grand pouvoir de motivation d'une révolution victorieuse n'avait pas été totalement épuisé. L'Armée rouge que le monde entier salue est une armée créée par une révolution prolétarienne. Cette révolution vit dans la mémoire de la population soviétique. Cela, et les conquêtes fondamentales qu'elle conserve et sur lesquelles elle se tient, constitue la base sur laquelle l'Armée rouge a déployé une capacité sans précédent de défense, de résistance et de sacrifice héroïque. »

Ayant vaincu les forces nazies à la bataille de Stalingrad, l'Armée rouge déferla sur l'Europe de l'Est jusqu'à Berlin, et écrasa le Troisième Reich. Les autres régimes d'Europe de l'Est – dans leur écrasante majorité des collaborateurs des nazis – s'enfuirent vers le quartier général américain le plus proche, laissant derrière eux un vide de pouvoir. Au lendemain de la guerre, les impérialistes se retournèrent contre leurs ex-« alliés » soviétiques en déclenchant la première guerre froide, qui avait pour objectif de « contenir » et de détruire l'Union soviétique. Face à cette nouvelle offensive

impérialiste, les staliniens décidèrent d'établir dans toute l'Europe de l'Est et dans la zone d'occupation soviétique en Allemagne de l'Est des Etats ouvriers déformés afin de constituer une « zone tampon ». Les classes dirigeantes, dont le pouvoir avait été écrasé, furent expropriées. Toutefois, à l'exception de la Yougoslavie, où les partisans de Tito l'avaient emporté dans une guerre de guérilla paysanne, ces expropriations furent réalisées de l'extérieur, par des transformations sociales à froid, décidées d'en haut. Ces Etats ouvriers étaient déformés dès l'origine – le reflet exact de la dégénérescence stalinienne de l'Union soviétique – avec la prédominance de formes de propriété collectivisées sous la domination politique de bureaucraties nationalistes. Les forces militaires soviétiques constituaient le pouvoir d'Etat de fait, et cela n'était nulle part plus vrai qu'en Allemagne de l'Est, l'Etat de la ligne de front qui fait directement face à l'Ouest capitaliste.

L'expropriation de la bourgeoisie et la création d'Etats ouvriers déformés représentaient d'immenses acquis que nous avons défendus. Mais comme l'écrivait Trotsky à propos de l'occupation soviétique en Pologne orientale, avant la guerre, la question centrale était l'impact de ces transformations sociales sur « la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, l'accroissement de sa capacité à défendre les conquêtes antérieures et à en réaliser de nouvelles ». Ce ne sont pas cette conscience et

cette organisation du prolétariat qui ont conduit aux transformations sociales en Europe de l'Est. La victoire soviétique contre les nazis témoignait de la persistance de l'impact de la mémoire de la révolution d'Octobre, mais celle-ci était de plus en plus supplantée, du fait de la bureaucratie stalinienne, par un patriotisme national défensiste. La fin de la guerre avait mené à des situations révolutionnaires en Italie et en Grèce, à des grèves massives en France, en Belgique et dans d'autres pays. Mais ces luttes furent désarmées, dans certains cas littéralement, et en tout cas politiquement, par les partis staliniens. Ces partis usaient de l'autorité nouvelle que leur avait conférée la victoire soviétique pour faire passer un programme de collaboration de classes qui consistait à garder la paix de classe avec la soi-disant bourgeoisie « démocratique ». Ainsi, au niveau du critère politique central de l'impact sur la conscience, l'organisation et la capacité du prolétariat à défendre les anciennes conquêtes et à en obtenir de nouvelles, le rôle des staliniens confirmait ce qu'écrivait Trotsky : « De ce seul point de vue décisif, la politique de Moscou, considérée globalement, conserve entièrement son caractère réactionnaire et demeure le principal obstacle sur la voie de la révolution internationale. »

La deuxième guerre froide et la déconfiture du « socialisme dans un seul pays »

Economiquement, l'Union soviétique a démontré l'immense supériorité d'une économie planifiée collectivisée sur le capitalisme. Mais ceci a été distordu, limité et déformé sous la bureaucratie et son dogme du « socialisme dans un seul pays ». Dans son livre de 1936 *la Révolution trahie*, Trotsky analysait les vastes contradictions de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique :

« On peut construire des usines géantes d'après des modèles importés de l'étranger sous le commandement bureaucratique,

THE MILITANT

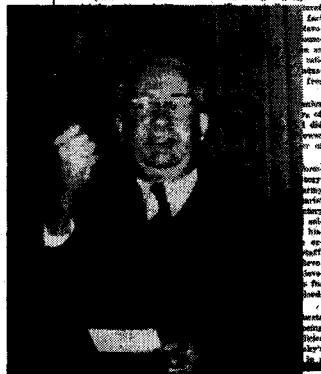
15 août 1942

Leon Trotsky Defender of The USSR

By GEORGE COLLINS

The indefatigable courage and heroism of the Red Army and the Soviet workers and peasants in their resistance to the invaders is the greatest thing that has happened since the death of Lenin. Trotsky was shot when Stalin's hired assassins drove a truck into his skull on August 21, 1940. Trotsky's reversals are imperishable.

The greatest morale of the Red soldiers fighting against



Pathfinder

Le SWP trotskyste de James P. Cannon (en médaillon) soutient la défense de l'Union soviétique pendant la Deuxième Guerre mondiale.

TROTSKY'S WORKS LIVE ON IN HEROIC RED ARMY



en les payant, il est vrai, le triple de leur prix. Mais plus on ira, plus on se heurtera au problème de la qualité et celui-ci échappe à la bureaucratie comme une ombre. [...] Dans l'économie nationalisée, la *qualité* suppose la démocratie des producteurs et des consommateurs, la liberté de critique et d'initiative, toutes choses incompatibles avec le régime totalitaire de la peur, du mensonge et de la louange. »

La planification économique peut être efficace uniquement quand les ouvriers s'identifient au gouvernement qui promulgue les plans. Et s'identifier au gouvernement signifie que les ouvriers doivent exercer le pouvoir, à travers des soviets. Quand ils ne se reconnaissent pas dans le gouvernement, le plan sera bouleversé à la base : les objectifs formels du plan pourront être atteints, mais avec des produits de mauvaise qualité. Les matières premières seront gaspillées, les produits fournis par le gouvernement détournés vers l'économie du marché noir. Au cours des décennies, l'Union soviétique a connu tous ces phénomènes. Vers la fin des années 1970, les contradictions de la « construction du socialisme dans un seul pays » se sont manifestées de façon spectaculaire.

Dans la première partie de cette décennie, l'Union soviétique avait atteint une parité militaire approximative avec l'impérialisme US, embourbé dans la longue et sale guerre qu'il était en train de perdre au Vietnam. L'économie soviétique avait aussi été vigoureusement stimulée par la hausse du prix du pétrole sur le marché mondial. Du milieu des années 1960 au milieu des années 1970, le niveau de vie de la population avait augmenté de façon spectaculaire. Les Etats d'Europe de l'Est en bénéficiaient aussi, car l'Union soviétique les approvisionnait en pétrole à un prix très inférieur à celui du marché mondial.

Mais tout ceci commença à changer au milieu et à la fin des années 1970. Vaincu par les héroïques ouvriers et paysans vietnamiens, l'impérialisme US commença à se réarmer, en construisant un gigantesque arsenal dirigé contre

l'URSS, qui était la cible principale des impérialistes depuis la Révolution de 1917. Ceci a commencé sous le président Démocrate Jimmy Carter et sa campagne des « droits de l'homme » pour tout un ramassis de dissidents soviétiques. L'objectif visé était le « réarmement moral » de l'impérialisme US, pour surmonter la profonde méfiance de la population américaine et restaurer la réputation « démocratique » et militaire ternie de l'impérialisme US.

Cette guerre froide relancée s'échauffa avec l'intervention de l'armée soviétique en Afghanistan, fin 1979. Comme nous l'écrivions dans notre article « La question russe à brûle-pourpoint » (*Spartacist* édition française n° 17, hiver 1980-1981) :

« L'Afghanistan est comme un flash qui révèle les contours réels du paysage politique mondial. Il a fait voler en éclats les dernières illusions dans la détente pour révéler l'hostilité implacable de l'impérialisme US envers l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Il a arraché tout masque diplomatique à l'alliance de Washington avec la Chine maoïstalinienne. Et il a confronté, sans échappatoire possible, la gauche à la "question russe" : la nature de l'Etat issu de la révolution bolchévique et son conflit avec le capitalisme mondial.

« Pour des socialistes révolutionnaires, il n'y a rien de compliqué, rien d'ambigu en ce qui concerne la guerre en Afghanistan. L'armée soviétique et ses alliés nationalistes de gauche combattent un mélange anticommuniste, antidémocratique de propriétaires terriens, d'usuriers, de chefs de tribu et de mollahs, partisans de l'analphabétisme des masses. Et dire que le soutien de l'impérialisme à cette racaille sociale se fait au grand jour serait un euphémisme grossier. »

Nous disions : « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! Etendez les acquis de la révolution d'Octobre aux peuples afghans ! »

Pour n'importe quel militant de gauche ou radical qui se respecte, un réflexe naturel aurait dû être de choisir le camp de l'Armée rouge dans une guerre où elle se battait non seulement pour défendre les femmes contre une réaction barbare, mais aussi pour défendre les acquis de la révolution d'Octobre. Mais dans leur écrasante majorité, la génération des jeunes militants de gauche radicaux qui quelques années plus tôt défilaient dans des manifestations de masse contre la guerre du Vietnam aux cris de « Ho, Ho, Ho Chi Minh » se retrouvaient maintenant du côté de l'impérialisme US contre l'Armée rouge. Des gens comme Tariq Ali, qui pendant la guerre du Vietnam était l'incarnation du radicalisme « anti-impérialiste », et dit-on même le modèle de la chanson des Rolling Stones « Street Fighting Man » [combattant de rue], n'était plus du tout un combattant de rue. Il bramait avec les impérialistes pour exiger le retrait des troupes soviétiques.



Der Spiegel

L'intervention soviétique avait ouvert la voie à l'extension des acquis de la révolution d'Octobre aux peuples afghans. En haut à droite : des femmes afghanes mobilisées, en 1985, contre les moudjahidin soutenus par les Etats-Unis. A droite : des femmes et des enfants dans une rue de Kaboul en 1996, sous le régime islamique réactionnaire.



AP

C'était un grand changement de période politique. Etre un gauchiste avait été assez à la mode pendant la guerre du Vietnam. A cette époque, la plupart des radicaux se reconnaissaient dans le marxisme qu'ils considéraient comme la voie vers la libération, quel que soit le sens qu'ils donnaient à ces mots. Mais maintenant le vent soufflait dans une direction manifestement différente, avec à l'ordre du jour l'anticommunisme de guerre froide. Si le soutien apporté par la gauche aux mollahs de Khomeiny pendant la « révolution iranienne » de 1979 a été le prélude à leur engagement aux côtés des forces de la réaction islamique soutenues par les impérialistes en Afghanistan, elle s'est vraiment retrouvée à fond derrière les contre-révolutionnaires de Solidarność en Pologne. Après tout, il y avait là un « mouvement » à qui faisaient allégeance les masses ouvrières polonaises. Comment était-ce arrivé ?

C'étaient les fruits amers de la mauvaise gestion stalinienne, sous l'effet du poids des dettes étrangères accumulées. Comme je l'ai dit tout à l'heure, au début des années 1970 l'Union soviétique avait fortement subventionné les Etats ouvriers d'Europe de l'Est, en particulier avec du pétrole et d'autres matières premières à prix cassés. Mais vers le milieu des années 1970, les prix du pétrole avaient tellement augmenté, et les livraisons tellement diminuées, que les Soviétiques pouvaient vendre sur le marché mondial. Ceci est en soi un argument terrible contre le « socialisme dans un seul pays ». En même temps, ces pays étaient frappés par une récession capitaliste mondiale qui faisait s'effondrer leurs marchés à l'exportation. Pour maintenir l'emploi et le niveau de vie, les régimes staliniens d'Europe de l'Est se tournèrent vers les requins de la finance de Wall Street, de la City de Londres et de la Bourse de Francfort. Après avoir

hypothéqué leurs pays auprès des banques occidentales pour pouvoir rembourser les intérêts de leurs dettes, ces régimes imposèrent des programmes d'austérité toujours plus sévères dictés par le FMI. En Pologne, la crise économique poussa les ouvriers, historiquement socialistes, dans les bras de Solidarność, qui était fermement soutenu et financé par le Vatican et la CIA.

Le régime Gorbatchev

En même temps, toutes les contradictions, déformations et limitations du « socialisme dans un seul pays » que Trotsky avait si brillamment analysées dans *la Révolution trahie* éclataient aussi en Union soviétique. Sous la pression militaire accrue de l'impérialisme US, et pour essayer de préserver la stabilité à l'intérieur en maintenant le niveau de vie (sans parler de la possibilité pour les bureaucrates de s'enrichir eux-mêmes grassement), le taux de croissance économique avait diminué environ de moitié sous le régime corrompu de Brejnev. Ils se trouvaient ici encore confrontés aux limitations imposées par leur propre régime bureaucratique quand il s'agissait des innovations techniques et scientifiques nécessaires au renouveau de l'industrie soviétique. Le seul moyen d'augmenter la productivité du travail à la disposition de la bureaucratie stalinienne, hostile à la démocratie ouvrière et à l'internationalisme prolétarien, était de soumettre les ouvriers et les administrateurs à la discipline de la concurrence sur le marché. Arrivé au pouvoir en 1985, le nouveau régime « modernisateur » de Mikhaïl Gorbatchev introduisit la *perestroïka* – les « réformes de marché ». Pour augmenter la productivité, les salaires des ouvriers furent liés à la rentabilité ; le salaire aux pièces était réintroduit, accroissant les différences de revenu entre les ouvriers, les administrateurs et l'élite technique ; usines et industries étaient opposées les unes aux autres dans une lutte pour les ressources et les consommateurs. Ceci encourageait le nationalisme et l'éclatement de l'URSS, en dressant les régions les plus riches et les plus industrialisées contre les régions les plus arriérées et les moins industrialisées.

Derrière cette montée des inégalités perçait, particulièrement dans une couche de fonctionnaires bureaucratiques et d'intellectuels plus jeunes, l'appétit à s'enrichir aux dépens de la classe ouvrière. Une couche privilégiée, dont beaucoup de fils et de filles de la bureaucratie, enviait le sort de ses congénères de l'Ouest. Ceci se reflétait dans la conviction, exprimée de plus en plus ouvertement, de la supériorité du capitalisme à l'occidentale.

Pour alléger le fardeau des dépenses militaires face au renforcement de l'arsenal de l'impérialisme US, le régime Gorbatchev offrit un « partenariat » aux impérialistes. L'Afghanistan est ici la clé, et en 1989 les soldats de l'Armée rouge étaient retirés. Quelques jours avant le retrait des troupes, le 7 février 1989, le Partisan Defense Committee, l'organisation de défense légale et sociale associée à la Spartacist League/U.S., envoyait un télégramme au gouvernement afghan pour lui proposer d'« organiser d'urgence une brigade internationale pour combattre à mort » pour défendre « le droit des femmes à lire, à être libérées du voile, la libération de la tyrannie des mollahs et des propriétaires fonciers, l'introduction des soins médicaux et du droit à l'éducation pour tous ». Nous avons l'intention de faire participer à cette campagne internationale les militants qui, dans beaucoup de régions du monde, auraient vu dans cette brigade l'occasion de porter un coup puissant au système impérialiste par lequel ils étaient eux-mêmes opprimés et dépossédés. Nous savions

aussi que cela pourrait avoir un puissant effet sur les anciens combattants de l'armée soviétique qui estimaient qu'ils accomplissaient en Afghanistan leur devoir internationaliste. Cela aurait été un puissant levier pour avancer le programme de l'internationalisme révolutionnaire et de la révolution politique prolétarienne en Union soviétique même.

Bien que notre offre de brigade ait été rejetée, le gouvernement afghan nous demanda si nous pouvions entreprendre une campagne de publicité et de collecte de fonds pour les citoyens combattants de Jalalabad, alors assiégée par les *moudjahidin* sanguinaires. Nous avons collecté plus de 44 000 dollars, en grande partie parmi les travailleurs et les minorités, dont beaucoup originaires de cette région. Mais cette campagne avait une signification plus importante. Elle montrait qu'avec la trahison de l'Afghanistan, ainsi que les événements en Europe de l'Est, en Union soviétique et en Chine, l'absence d'un parti communiste digne de ce nom se faisait cruellement sentir. Et en 1989, nous nous sommes rebaptisés Ligue communiste internationale.

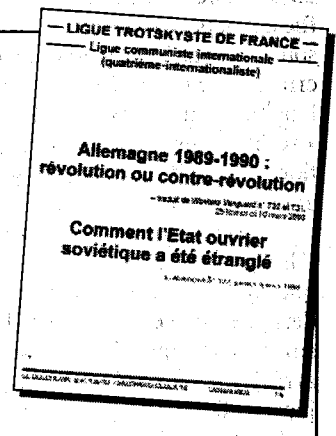
Le retrait d'Afghanistan était l'acte inaugural de la marée contre-révolutionnaire qui devait englober l'Union soviétique elle-même. En 1992, cela a été reconnu par Edouard Chevardnadze, alors ministre soviétique des Affaires étrangères, qui déclara : « La décision de nous retirer d'Afghanistan a été le premier pas, et le plus difficile. Tout le reste en a découlé » (*Washington Post*, 16 novembre 1992). Moins d'un an plus tard, les bureaucrates du Kremlin portaient le coup de grâce à l'Etat ouvrier déformé est-allemand en donnant le feu vert à l'annexion capitaliste de la RDA par le Quatrième Reich de l'impérialisme allemand. Ceci sera abordé dans les remarques d'autres orateurs aujourd'hui.

Je conclurai juste par où j'ai commencé. Notre combat pour défendre les acquis qui étaient incarnés dans ces Etats ouvriers déformés, aussi tordus et déformés qu'ils aient pu l'être par la mauvaise gestion stalinienne, et aujourd'hui notre combat pour défendre la Chine et les Etats ouvriers qui subsistent, faisait et fait partie intégrante de notre lutte pour de nouvelles révolutions d'Octobre. Comme le disait Trotsky : « Celui qui ne sait pas défendre les vieilles conquêtes, n'en fera jamais de nouvelles. » La période où nous vivons aujourd'hui, conditionnée par la destruction du premier Etat ouvrier du monde, est profondément réactionnaire. Mais les leçons des luttes passées sont des munitions pour armer de nouveaux cadres pour les luttes qui peuvent éclater et qui éclateront. A travers ces luttes seront en outre éprouvés les cadres nécessaires pour construire une avant-garde révolutionnaire, animée par l'internationalisme prolétarien – l'instrument crucial pour la libération socialiste de l'humanité. ■

Documents sur la crise terminale du stalinisme en Allemagne de l'Est et en URSS, et sur notre intervention dans ces moments cruciaux.

26 pages
1 EUR

Pour commander :
écrire au Bolchévik, BP 135-10,
75463 Paris Cedex 10



SNCM...

Suite de la page 10

de la CGT contre la « corsisation des emplois » demandée par le STC (et Lutte ouvrière soutenait à fond les bureaucrates de la CGT là-dessus : voir leur journal du 24 septembre 2004). Pour maintenir et améliorer le trafic, c'est en fait des embauches massives qu'il faudrait : des embauches de travailleurs résidant en France et résidant en Corse. Aujourd'hui les embauches (ou plutôt les licenciements) sont contrôlées par la direction du personnel raciste et chauvine. Ce sont les syndicats qui devraient avoir le monopole de l'embauche, comme autrefois sur le port de Marseille. Cela pose la nécessité d'un seul syndicat industriel, regroupant l'ensemble des travailleurs de la SNCM, français et corses.

Le même syndicat devrait aussi organiser les travailleurs de Corsica Ferries, pour harmoniser par le haut les salaires et les conditions de travail. Il faut s'opposer à la discrimination raciste à l'embauche envers les jeunes des quartiers nord de Marseille et des familles immigrées en Corse. Mais aujourd'hui les travailleurs ont pour direction des sociaux-démocrates chauvins français ou une direction nationaliste corse. Nous luttons pour une direction *révolutionnaire et internationaliste* dans les syndicats, luttant contre toutes les formes de division raciste ou nationaliste entre les travailleurs, et pour l'indépendance complète des syndicats par rapport à l'Etat bourgeois.

Levée des inculpations contre les syndicalistes du STC et de la CGT ! Victoire à la grève de la SNCM et des dockers de Marseille ! Droit d'autodétermination pour le peuple corse ! ■

Mumia...

Suite de la page 24

expliqué Pam, sont détaillés dans l'exposé des faits que j'ai rédigé. Je reviendrai un peu plus tard sur ces points.

Le travail que j'ai accompli pour la libération de Mumia n'a pas commencé avec l'équipe des avocats, mais plusieurs années plus tôt, en 1987, dans le cadre du combat du PDC pour la libération des prisonniers de la guerre de classes, dont faisait partie Geronimo ji Jaga (Pratt). Il est important de comprendre que nos principes, notre travail, sont basés sur le principe de campagnes de défense de front unique non sectaires, lutte de classe, en accord avec les conceptions politiques de la Spartacist League. Nous plaçons toute notre confiance dans la puissance des masses, et absolument aucune confiance dans la soi-disant « justice » des tribunaux [applaudissements].

Nous avons été à l'initiative d'une campagne mondiale pour sauver Mumia Abu-Jamal et abolir la peine de mort raciste. Par principe, nous n'accordons pas à l'Etat le droit de déterminer qui doit vivre et qui doit mourir. La peine de mort est la forme ultime de la terreur et du meurtre d'Etat institutionnalisés, et elle est utilisée pour intimider ou éliminer quiconque voudrait s'opposer au capitalisme américain raciste. Aux Etats-Unis, la peine de mort, c'est la version légale du lynchage raciste hérité de l'esclavagisme [cris de « c'est vrai » dans le public, applaudissements]. L'affaire Mumia démontre ce que signifie vraiment la peine de mort.

C'est demain le 51^e anniversaire de Mumia ; il a passé les 23 dernières années de sa vie dans le couloir de la mort. Les flics, les procureurs, tout le « système de la justice pénale » sont de connivence pour tuer cet homme. Son crime ? Son crime a été d'être éloquent, et d'être un critique percutant de l'oppression raciste qui existe dans ce pays. Mumia dit qu'il « se bat pour créer une révolution en Amérique. La révolution, ça signifie un changement total ». Pour l'Etat capitaliste américain, ça signifie que Mumia est un mort en sursis.

Mumia est en danger. Il est confronté à la vendetta de l'Etat capitaliste. Il est nécessaire et urgent, aujourd'hui plus que jamais, alors que le dossier de Mumia passe les dernières étapes des procédures judiciaires, de se mobiliser sur la base qu'il est innocent. Il n'aurait jamais dû être arrêté, jamais dû être jugé, jamais dû être condamné [applaudissements]. Nous nous battons pour libérer Mumia !

Le danger que court Mumia aujourd'hui a commencé en

1969, quand à l'âge de 15 ans il était membre du Black Panther Party, quand il est devenu une cible de la campagne meurtrière du programme COINTELPRO du FBI, qui s'est soldé par 38 Black Panthers tués dans leur lit ou dans la rue, et des centaines d'autres en prison sur la base d'accusations fabriquées de toutes pièces. Le message adressé au Black Panther Party par [J. Edgar] Hoover, alors directeur du FBI, c'était : « Il faut faire comprendre aux Noirs jeunes et modérés que, s'ils succombent aux enseignements révolutionnaires, alors ils seront des révolutionnaires morts. » C'était la politique du président Démocrate Lyndon Johnson et de son ministre de la Justice Ramsey Clark.

Le programme COINTELPRO du FBI n'avait pas réussi, à l'époque, à faire emprisonner Mumia ou à l'assassiner. Mais il restait une cible de l'Etat capitaliste – suivie de près pendant dix ans, au cours desquels il était devenu un des journalistes les plus éminents de Philadelphie – la « voix des sans-voix ». Il avait dit la vérité sur la persécution de MOVE par le gouvernement, et il avait donné, comme il le disait, la version des Africa. Le bras tentaculaire de COINTELPRO l'a suivi jusqu'au moment où la police de Philadelphie a saisi l'occasion de l'abattre et de le tabasser en pleine rue, le 9 décembre 1981. Depuis plus de vingt ans de machinations judiciaires racistes, l'Etat et ses tribunaux ont essayé de finir le boulot.

L'affaire Mumia est un cas d'école de machination policière. C'est une leçon objective sur la nature de classe de l'Etat, qui n'est pas neutre. L'Etat est le véhicule de la violence, la violence organisée par une classe, la classe capitaliste, pour défendre le système du profit, contre les travailleurs, contre les minorités. Aux Etats-Unis, l'asservissement de la majorité de la population noire au bas de l'échelle sociale joue un rôle crucial. Cette violence d'Etat s'exprime dans la terreur et les machinations des flics racistes, brutaux et corrompus. Vous connaissez les exemples : les Panthers comme Geronimo Pratt, Dhoruba bin Wahad ; des immigrés comme Amadou Diallo ; même des gens qui manifestaient contre la convention du Parti républicain. Toutes les manifestations contre la guerre et l'occupation en Irak, toutes – il est très clair qu'il y a un président cinglé et fou furieux à la Maison Blanche [applaudissements]. Mais la soi-disant campagne antiferroriste de l'après-11 Septembre est aussi soutenue à 100 % par le Parti démocrate. Et Mumia est dans leur collimateur à tous [applaudissements].

J'en parle parce que nous devons comprendre cela, et agir

en conséquence. C'est la seule voie vers la victoire – pour libérer Mumia. Tous les recours auprès des tribunaux, toutes les procédures judiciaires doivent être utilisés en faveur de Mumia, mais nous ne pouvons avoir aucune illusion ni sur les tribunaux capitalistes ni sur les politiciens bourgeois, qu'ils soient noirs ou blancs, Démocrates, Républicains ou Verts, et nous ne devons pas compter sur eux. Le combat et la mobilisation pour libérer Mumia doivent être menés indépendamment de l'Etat capitaliste raciste. Le soutien de politiciens bourgeois pour Mumia comme celui du maire Dinkins est le bienvenu, mais la campagne de mobilisation ne peut pas être taillée à leur mesure – avec des arguments comme quoi le système d'injustice capitaliste pourrait être rendu équitable ou réformable. Il faudra toute la puissance sociale du mouvement ouvrier organisé et de ses alliés pour créer le genre de pression dont nous avons besoin pour obtenir la libération de Mumia – un mouvement de masse basé centralement sur la puissance de la classe ouvrière, la puissance de refuser de fournir sa force de travail – de faire grève. Comme les membres du syndicat AFSCME que Brenda Stokely représente. Comme les travailleurs des transports qui sont aujourd'hui dans cette salle. Imaginez ce que ça voudrait dire si les transports de New York se mettaient en grève pour soutenir Mumia [applaudissements].

Réclamer un nouveau procès n'amènera jamais à la libération de Mumia. Non seulement il doit être clair que Mumia n'aurait jamais dû passer un seul jour en prison, mais parler d'un « procès équitable » ne fait que nourrir des illusions dans les tribunaux capitalistes. Ces illusions ont démobilisé un mouvement qui avait rassemblé des millions de gens dans le monde entier. Le mouvement de masse doit être reconstruit sur la base que la condamnation à mort de Mumia était *politique*, et qu'il est dans l'intérêt de tous les travailleurs, noirs et blancs, citoyens et immigrés, de s'unir et de lutter pour sa libération [applaudissements]. Le combat pour libérer Mumia fait partie intégrante du combat pour l'égalité des Noirs en Amérique, qui elle-même fait partie intégrante d'une lutte plus large contre le système capitaliste.

La machination contre Mumia

La vérité a été dévoilée au cours de plus de *deux décennies* d'appels devant les tribunaux. L'affaire Mumia est remontée des tribunaux de Pennsylvanie jusqu'à la Cour suprême par trois fois, avec trois fois une audience d'après-jugement pour examiner des éléments nouveaux. L'affaire est maintenant devant la Cour d'appel fédérale. Chacun de ces tribunaux a rejeté les preuves de l'innocence de Mumia, les preuves des mensonges de la police et de l'accusation, des menaces contre les témoins pour qu'ils falsifient leur témoignage, les aveux de Mumia fabriqués de toutes pièces, les analyses balistiques bâclées. Le juge Dembe, à Philadelphie, a refusé à Mumia une audience pour examiner les nouvelles preuves qui sont là. Et depuis trois ans, les tribunaux – fédéraux et d'Etat – refusent de prendre en compte les aveux d'Arnold Beverly. Le juge John, du tribunal fédéral, a annulé la condamnation à mort de Mumia il y a trois ans. Mais le gouvernement ayant fait appel, Mumia est toujours dans le couloir de la mort, à l'isolement 23 heures par jour dans une cellule qu'il a décrite



Workers Vanguard

Rachel Wolkenstein, du PDC, s'adressant au rassemblement du 23 avril à Harlem

comme équivalant à vivre dans des toilettes.

Quelle preuve apporte Beverly ? Je vais devoir vous demander de bien vouloir m'accorder un peu de temps supplémentaire [le public : « oui », applaudissements]. Cette preuve de l'innocence de Mumia est davantage que les aveux de Beverly, ou le test au détecteur de mensonges qu'il a réussi. Beverly déclare que lui et un autre homme avaient été engagés par la police, de connivence avec la pègre, pour assassiner le policier Faulkner. Faulkner représentait un problème pour les policiers corrompus et la pègre parce qu'il interférait avec les pots-de-vin. Weinglass a rejeté cette preuve comme trop explosive et incroyable, et Williams a déclaré que mettre ça en avant conduirait à argumenter que la police a délibérément fait condamner un innocent ! Imaginez [rires]. Non seulement ce n'est pas incroyable, mais c'est la réalité des flics et des tribunaux. A Philadelphie, pendant le procès Mumia de 1995, les révélations sur les accusations mensongères de trafic de drogue proférées par les flics contre des Noirs faisaient la une des journaux – plus de 300 affaires conclues par des non-lieux. Il y a l'affaire Ramparts à Los Angeles, le flic de Boston qui avait des liens avec la pègre, et maintenant aux informations deux enquêteurs de la brigade criminelle de New York [poursuivis] pour des meurtres commis en uniforme [et en service] et pour le compte de la mafia.

D'autres preuves confirment le témoignage de Beverly ; d'après la déclaration écrite du frère de Mumia, William Cook, au moment où Faulkner a été tué il y avait sur les lieux un autre homme, Ken Freeman, qui lui aussi a déclaré qu'un contrat avait été placé sur la tête de Faulkner. La déclaration écrite de Donald Hersing, un informateur du FBI, confirme qu'à l'époque où Faulkner a été abattu, le commissaire de police, le chef de la brigade criminelle et l'inspecteur Alfonzo Giordano faisaient tous l'objet d'une enquête pour des accusations de corruption au niveau fédéral. Ces flics, et ce n'est pas un hasard, faisaient partie de la chaîne de commandement dans l'affaire Faulkner. Et Giordano savait qui était Mumia. J'y reviens tout de suite. Ces flics s'inquiétaient de la présence possible d'informateurs dans la police. Trois enquêtes fédérales sur la corruption dans la police et les liens avec la pègre étaient en cours à l'époque du meurtre de Faulkner. Les policiers travaillant comme informateurs du FBI ont été victimes de tueurs à gages au début des années 1980. Un procureur fédéral a reconnu devant nous qu'ils avaient un informateur dans la police, dont le frère était aussi flic, comme Faulkner. Ces enquêtes fédérales signifiaient

Visitez le site web de la LCI
www.icl-fi.org

aussi que le FBI savait beaucoup de choses sur ce qui s'est passé dans le centre de Philadelphie le 9 décembre - des informations qu'il a refusé de révéler.

Beverly déclare qu'il y avait sur place des flics en civil et d'autres en uniforme pour s'assurer que le contrat serait exécuté et pour aider Beverly à s'enfuir. Ceci confirme le témoignage de William Singletary selon qui les flics étaient immédiatement sur les lieux. Marcus Cannon, un autre témoin, a déclaré que deux flics en civil étaient sur les lieux pendant la fusillade. Là encore, le témoignage de Beverly est confirmé.

L'inspecteur Giordano : le plus haut gradé sur les lieux, un témoin central contre Mumia au cours de l'audience préliminaire qui a suivi son arrestation. Il n'était pas seulement un des flics sur lesquels une enquête pour corruption était menée, mais l'homme de Frank Rizzo, son bras droit, impliqué dans la surveillance quotidienne des membres du Black Panther Party dans les années 1960 et au début des années 1970, et l'homme qui dirigeait l'équipe de policiers chargée de la surveillance lors des attaques contre le Black Panther Party de Philadelphie dans les années 1970. C'est Giordano qui a supervisé le siège de la maison de MOVE par la police à Powelton Village qui a duré un an. Il savait exactement qui était Mumia. C'est le flic qui a le premier signalé que le pistolet de Mumia avait été retrouvé dans la rue, alors que les flics étaient déjà sur place depuis douze minutes. Il a orchestré la prétendue identification de Mumia par le chauffeur de taxi Robert Chobert, à qui la police avait promis des faveurs et une protection. Giordano est le flic qui a tabassé Mumia dans le fourgon de police, et qui a dit que Mumia y avait avoué avoir tiré sur Faulkner. Giordano n'a jamais témoigné au procès de Mumia. En fait, il a démissionné de la police le jour qui a suivi la fin du procès de Mumia. En 1986, il a négocié un arrangement pour des accusations de corruption relevant de la juridiction fédérale, plaidant coupable d'avoir reçu des dizaines de milliers de dollars de versements illicites pendant la période 1979-1980, et il n'a pas passé un seul jour en prison.

Beverly déclare que Faulkner a été d'abord abattu dans le dos, et qu'ensuite il lui a tiré dans la tête avant que Mumia n'arrive sur les lieux. Mumia s'est fait tirer dessus par un flic qui arrivait sur place, déclare Beverly. Les flics de la brigade criminelle arrivés sur place ont déclaré au bureau du médecin légiste qu'un policier arrivant sur place avait tiré sur Mumia. Beverly déclare qu'il avait un calibre 22. Les éléments balistiques et les traces de sang recueillis sur les lieux contredisent la version fabriquée par l'accusation. Les trajectoires ne collent pas. Elles suggèrent que plusieurs personnes ont tiré sur Faulkner, qu'un pistolet autre que celui de Faulkner ou de Mumia a été utilisé, que les balles et les douilles récupérées ne concordent pas avec la version du procureur. Les blessures de Mumia ne peuvent pas résulter de balles tirées sur lui par Faulkner. Le policier en faction censé avoir retrouvé le pistolet de Mumia a témoigné lors du procès que les balles du pistolet de Mumia étaient différentes de celles énumérées dans le rapport balistique.

Beverly a déclaré qu'il portait cette nuit-là une veste de treillis verte. William Singletary avait déclaré que le tireur avait utilisé ce qui, d'après le bruit des coups de feu, semblait être un calibre 22, et que le tireur portait une veste de treillis verte. Billy Cook a déclaré que Freeman portait une veste de treillis verte et qu'il s'est enfui du lieu de la fusillade. En outre, deux policiers, ainsi qu'un autre témoin civil, avaient déclaré à l'époque que le tireur portait une

veste de treillis verte. Mais Mumia portait un anorak rouge avec de larges rayures verticales bleues, et Billy Cook portait une veste à la Nehru bleue avec des boutons brillants. Ces preuves - celles de Singletary, de Beverly - pourraient aussi confirmer que le tireur s'est enfui, et que c'était un tireur qui portait une veste de treillis verte.

Les déclarations de Beverly et Hersing confirment aussi le témoignage de Pamela Jenkins, et aussi d'Yvette Williams, qui déclarent que Cynthia White, témoin clé de l'accusation, a été menacée et s'est vue accorder des faveurs pour mentir à la barre et déclarer qu'elle avait vu Mumia tirer sur Faulkner.

Il y a davantage, bien davantage. Quelle est la signification des preuves apportées par Beverly, et *pourquoi* ont-elles été étouffées ? Il y a une réponse simple - elles démolissent le mensonge que le système judiciaire américain peut rendre la justice. Elles démontrent qu'il y a unité d'objectifs entre les flics, les procureurs et les juges pour défendre les intérêts du pouvoir capitaliste. Elles montrent clairement que l'injustice faite à Mumia n'était pas le fait d'un flic, d'un procureur ou d'un juge malhonnête, mais de tout le fonctionnement du système d'injustice capitaliste [applaudissements]. Le livre de Williams, *Executing Justice*, qui dénonce ces preuves, a été utilisé par le procureur et les tribunaux bourgeois pour rejeter les preuves apportées par les aveux de Beverly et celles qui l'accompagnent. Ce livre, et ce livre seul, a été utilisé pour nier toutes ces preuves.

Ceci devrait faire voir clairement, à nous tous qui sommes ici, ce que nous devons faire pour libérer Mumia. Que les tribunaux ne broncheront pas, que ce soit en raison du fait que la sélection du jury était racialement biaisée, ce qui est vrai, ou qu'il [Mumia] a été empêché d'assurer lui-même sa défense en violation de ses droits constitutionnels, ce qui est vrai, ou au vu des violations des procédures par l'accusation, qui sont énormes. Et ce que je vous ai dit, ce que vous savez déjà, est seulement la partie émergée de l'iceberg. Rien de tout cela n'arrivera, les tribunaux ne broncheront pas sans la force d'une mobilisation internationale des masses, basée centralement sur le mouvement ouvrier.

Mumia est innocent ; c'est *la vérité*. L'Etat capitaliste a passé plusieurs décennies à ourdir une machination contre lui ; c'est la vérité. Mobiliser ses forces du mensonge, de la corruption, animées par des préjugés de classe et de race, pour obtenir la mort de Mumia, c'est ce à quoi il s'emploie. Mais nous devons utiliser la vérité sur l'affaire Mumia, dont moi et d'autres personnes n'ont pu vous révéler qu'une partie, pour mobiliser davantage de puissance, de puissance sociale, pour se battre pour la victoire et libérer Mumia. Libérez Mumia ! [Applaudissements]

- Traduit de Workers Vanguard n° 848, 13 mai 2005

Le PDC est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Spartacist League/U.S., section américaine de la Ligue communiste internationale. Le Comité de défense sociale (CDDS) est le pendant du PDC en France.

**Pour plus d'information,
pour envoyer des contributions,
contactez le CDDS à**

**MBE 168, 108 rue Darrémont
75018 Paris**

Mumia Abu-Jamal est innocent !



COC Productions

Workers Vanguard

Cortège du PDC à la manifestation de Harlem du 23 avril pour Mumia Abu-Jamal

Nous reproduisons ci-dessous la traduction du discours prononcé par Rachel Wolkenstein, du Partisan Defense Committee (PDC), lors du meeting pour la libération de Mumia Abu-Jamal, organisé le 23 avril 2005 à Harlem, à l'appel (entre autres) d'International Concerned Family and Friends of Mumia Abu-Jamal (l'association internationale de la famille et des amis de Mumia Abu-Jamal), la Mumia Abu-Jamal Coalition de New York et l'International Action Center.

Je voudrais remercier tout particulièrement Pam Africa pour m'avoir invitée à m'adresser à vous, et à révéler la vérité sur le dossier judiciaire de Mumia, à parler des dangers auxquels nous sommes confrontés.

Dans trois semaines, cela fera 20 ans depuis le meurtre raciste de membres et de cinq enfants de MOVE, quand une bombe a été larguée sur leur maison d'Osage Avenue à Philadelphie. Cette bombe avait été larguée par le FBI, l'ATF [Bureau des alcools, des tabacs et des armes à feu] et la police de Philadelphie. Le message envoyé par l'Etat capitaliste le 13 mai 1985, jour de la fête des mères, était : « MOVE, attention. Ici l'Amérique. » Les criminels qui nous gouvernent ont perpétré impunément ces meurtres, sans même une réprimande. Ramona Africa est allée en prison pendant des années, pour le crime d'avoir survécu à cet holocauste raciste. Ce n'est pas sans rapport avec l'affaire Mumia, parce que quand l'Etat a emprisonné Mumia dans le

couloir de la mort en 1982, ils ont retiré de la circulation un puissant défenseur de l'organisation MOVE.

Ce sont des membres de MOVE emprisonnés qui en 1987 ont demandé au Partisan Defense Committee de prendre part à la campagne pour Mumia. Neuf membres de MOVE ont été reconnus coupables d'avoir tué un policier en mission de surveillance au cours de l'attaque par la police de la commune de MOVE à Powelton Village, en août 1978, mais ce flic avait été tué par les tirs croisés de la police. Les membres de MOVE furent condamnés à des peines allant de 30 à 100 ans de prison, et leurs appels ont été rejetés. Ces affaires, comme celle de Mumia, illustrent la vérité première qu'il n'y a pas de justice dans les tribunaux capitalistes [applaudissements]. La justice capitaliste, ça veut dire « juste nous ».

J'ai participé de 1995 à juin 1999 à l'équipe des avocats de Mumia, où j'étais chargée de mener des enquêtes pour sa défense. Ce sont ces enquêtes qui nous ont conduits à Arnold Beverly, lequel a reconnu que, le 9 décembre 1981, il avait tiré sur le policier Daniel Faulkner et l'avait tué. J'ai démissionné de l'équipe, avec Jon Piper, quand son coordinateur Leonard Weinglass, le principal avocat de Mumia à l'époque, et son assistant Dan Williams, ont empêché Mumia de présenter cette preuve de son innocence devant les tribunaux. Les faits découverts au cours de cette enquête, comme l'a

Suite page 21